

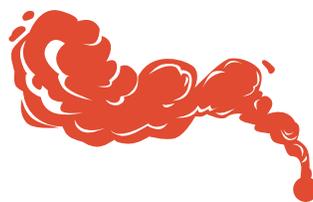
Avril 2023

n° 1

**OSER LUTTER**



**OSER VAINCRE**



**PREMIÈRE LIGNE**

Revue communiste anarchiste révolutionnaire

# SOMMAIRE

## \* POSITIONS \*

Pourquoi <b>première ligne</b> ? .....	3
Anarchisme <b>prolétarien</b> , communisme <b>anti-autoritaire</b> .....	5
Notre <b>communisme</b> .....	7
Notre <b>anarchisme</b> .....	11

## \* TACTIQUE \*

Le rôle de l'organisation <b>révolutionnaire</b> .....	14
Mais pourquoi tu <b>cours</b> ? .....	20
Tout le monde déteste les <b>poubelles</b> .....	25
Les contingents <b>anticapitalistes</b> .....	28

## \* THÉORIE \*

Vocabulaire pour la sortie <b>du capitalisme</b> .....	30
Ébauche à une stratégie <b>révolutionnaire</b> .....	37

# POURQUOI PREMIÈRE LIGNE ?

**P**remière ligne se veut force de proposition théorique, tactique et stratégique au sein du milieu révolutionnaire. Nous n'avons aucun goût pour les guerres de clochers et d'ego, nos priorités sont le renforcement du milieu et la défense de nos idées. Nous estimons que la situation à Montréal est propice au développement d'un mouvement révolutionnaire organisé et puissant. Nous bénéficions en effet de ressources potentielles, d'une certaine tradition militante et d'un large bassin de recrutement. Nous considérons donc que les raisons de nos faiblesses actuelles sont à trouver dans notre milieu et non dans la conjoncture. Nous voulons analyser plus précisément les raisons de ces faiblesses et nous essaierons de faire des propositions pour avancer. Nous n'avons aucune envie de repousser la nécessité de la révolution aux calendes grecques. Nous vivons cette nécessité comme une urgence matérielle.

## Première ligne, la revue

---

Nos lignes sont d'abord à trouver sur le papier. Face au manque de formation, voire au rejet de tout effort intellectuel, nous revendiquons l'importance du travail théorique. Nous considérons la formation continue des militant·e·s comme une double responsabilité. Responsabilité individuelle d'abord, puisqu'un·e révolutionnaire devrait être exigeant·e avec soi-même avant de l'être avec les autres. Nous devrions toujours chercher à améliorer notre compréhension du monde, des enjeux passés et de ceux auxquels nous faisons face. Responsabilité collective ensuite, car c'est aux camarades ayant le plus de savoir de quitter leur tour d'ivoire intellectuelle et de faire l'effort d'aider les nôtres dans leurs études et leurs réflexions. Notre revue entend donc participer à cet effort.

Nos lignes sont ensuite celles des manifestations et des piquetages. La théorie révolutionnaire n'étant rien sans validation par la pratique politique. De ce côté, les militant·e·s de Première ligne sont déjà impliqué·e·s dans les luttes

depuis de nombreuses années. Nous cherchons donc à partager nos expériences et fournissons notre aide aux combats qui nous rapprochent de nos objectifs. Nous faisons le choix de faire de la lutte révolutionnaire le cœur de notre vie et notre priorité. Nous revendiquons et nous nous efforçons à une discipline collective qui passe par l'encouragement et une saine émulation entre nous.

« *Au sein du mouvement révolutionnaire nous valorisons le dévouement, la discipline et la camaraderie.* »

## Dévouement

---

Les niveaux d'engagement dans le milieu révolutionnaire varient largement d'une personne à une autre. Or, nous identifions ceci comme une importante source de tensions non dites. Les camarades n'ayant pas les capacités ou le temps de s'impliquer peuvent se sentir mis·es à l'écart par ceux qui peuvent en faire plus. De l'autre côté, les personnes qui dévouent leurs énergies à la lutte peuvent avoir l'impression de faire énormément de travail, y compris des tâches qu'elles font par dépit, et de voir leurs efforts ralentis par des façons de travailler infructueuses et démobilisantes. Dans un cas comme dans l'autre, ceci provoque du ressentiment et de l'incompréhension, ce qui est nocif pour tout le monde.

Nous faisons donc le choix de nous organiser avec les personnes qui ont la même conception de l'engagement et les mêmes lignes politiques. Ceci nous permettra de ne pas brusquer nos autres camarades et de développer notre travail de façon autonome. Nous pensons que cette façon de faire sera bénéfique pour tou-te-s. Nous prôtons le respect et une saine répartition des responsabilités entre les camarades ; nous pensons qu'une culture politique commune, une réflexion sur l'utilité et la pertinence de certaines tâches et un sentiment de solidarité et de confiance envers nos camarades sont les meilleurs moyens pour éviter de nous brûler.

Ceci n'enlève rien à notre solidarité avec les autres sections du mouvement auquel nous participons. Nous pensons que cette façon de faire va décupler nos énergies et nous aidera à renforcer le milieu révolutionnaire de façon générale.

## Discipline

Étant donné notre accord collectif sur ce point, nous sommes en droit d'exiger de nos camarades un haut niveau d'engagement. Arriver à l'heure, prendre des tâches et les réaliser, se plier aux décisions collectives et tenir sa ligne lors de moments tendus sont des prérequis pour ceux qui veulent s'organiser avec nous. Trop souvent notre milieu traite ces nécessités avec légèreté. Or, ces éléments de base deviennent critiques pour toute situation de lutte sérieuse, en action ou en manifestation. Le manque de discipline peut très aisément mettre en danger d'autres camarades. Il s'agit aussi d'accepter un niveau de risque supérieur et de s'assurer que la personne à nos côtés est prête à nous soutenir. La discipline n'est pas synonyme d'autoritarisme, il s'agit d'attitudes librement consenties entre nous, justifiées par des discussions et des ententes préalables.

## Camaraderie

La solidarité entre nous est primordiale dans les différents aspects de nos vies. Nous n'établissons pas de frontière claire entre le militantisme et nos autres activités. Protéger et soutenir les nôtres est une nécessité collective et individuelle. Le haut niveau d'attente nécessite de penser aux façons de maintenir les camarades dans le militantisme intense qui s'impose. Nous ne calculons cependant pas l'engagement de chacun en nombre d'heures données au groupe, nous savons d'expérience qu'une heure de temps n'a pas la même valeur pour tout le monde.

L'engagement n'est pas quelque chose qui se chiffre ou qui se limite, c'est une attitude, une volonté et une façon de penser la politique, qui se modulent selon les aléas des vies possibles sous le capitalisme. Le travail révolutionnaire collectif peut permettre de développer des façons immédiates de changer nos vies, de nous entraider et de rompre avec une vision libérale des limites individuelles pour en faire un problème collectif.

Néanmoins, une triste réalité demeure : l'histoire a montré que les classes dirigeantes nous imposent leurs exigences, leurs agendas et leur répression. De l'autre côté, des personnes issues de tous les milieux et de toutes les situations nous ont donné en héritage la démonstration de leur capacité de lutter, y compris - et surtout - dans les pires circonstances. Il ne s'agit pas d'être alarmiste, mais bien lucide : nous ne pouvons accepter de rester dans la passivité et l'attentisme face à un système qui nous est invivable. Ce constat appelle l'action et l'organisation politique immédiates - et c'est en cela que nous souhaitons dès aujourd'hui former une première ligne.



# ANARCHISME PROLÉTARIEN COMMUNISME ANTI-AUTORITAIRE

**P**remière ligne est une revue issue de l'initiative de camarades marxistes et anarchistes de *Tio'tia:ke* (Montréal). Nous faisons le constat que notre milieu est actuellement dans une impasse dont il peine à s'extirper. L'absence de réflexions claires sur nos perspectives révolutionnaires nous empêche de déterminer la marche à suivre et les insuffisances théoriques du mouvement ne permettent pas de proposer des pistes d'interventions satisfaisantes.

Le milieu révolutionnaire est incapable de dépasser une analyse contre-culturelle de la composition de classe québécoise et canadienne. Certaines personnes en viennent même à remettre en cause l'existence de la lutte de classe et y préfèrent des positions floues et individualistes. D'autres encore se lancent dans des campagnes sans fin, sans réelles visées stratégiques. Ces dernières ne menant généralement qu'à des succès partiels qui drainent nos énergies militantes.

Nous, anarchistes de Première ligne, pensons qu'il est temps d'arrêter de se satisfaire d'un radicalisme de façade. Nous devons proposer des façons d'intervenir dans la guerre de classes. Il est nécessaire de s'intégrer de façon volontariste dans le prolétariat et ses luttes pour revigorer notre mouvement. Un mouvement comme le nôtre qui n'est pas intrinsèquement lié aux classes populaires n'est ni réellement anarchiste, ni réellement révolutionnaire.

Nous, marxistes de Première ligne, pensons que les formes d'organisations politiques héritées de l'histoire du mouvement ouvrier sont à repenser à la lumière des erreurs historiques des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle. L'aveuglement sur

le rôle de l'État a produit des catastrophes ayant participé au déclin des perspectives révolutionnaires communistes à l'échelle internationale. Il s'agit de repenser un mouvement communiste révolutionnaire anti-autoritaire.

La scission entre courants marxistes et anarchistes est le produit de querelles historiques qui ont été amplement analysées et qui ne sont pas prioritaires dans la lutte aujourd'hui. Débattre à savoir si Bakounine ou Marx avait raison en 1872 peut être intéressant lors de discussions s'y prêtant, mais dans l'immédiat, nous considérons qu'il est indispensable de faire valoir un anarchisme qui réfléchit les questions du travail, qui se positionne sur les luttes syndicales et qui considère les analyses de l'économie actuelle comme essentielles au projet révolutionnaire. Dans cette optique, le marxisme apparaît comme un outil dont on se priverait à grande perte. Nous considérons que les points de désaccord entre nous ne reposent pas sur l'appartenance bancaire à une dénomination plutôt qu'à une autre. Nous pensons qu'il est plus intéressant de savoir ce que pensent nos camarades de la place de l'État ou de l'autonomie prolétarienne pour savoir si nous pouvons nous organiser avec elleux. De fait, nous nous attendons à trouver des allié-e-s et des adversaires au sein de ces deux traditions.

Par notre travail et notre activité militante, nous souhaitons faire exister publiquement une position politique absente du paysage montréalais : une revue révolutionnaire internationaliste de lutte de classes, qui s'oppose à l'État, aux systèmes et aux actes d'oppression.



# NOTRE COMMUNISME

**C.A.J.**

**P**eu de mots sont plus politiques que «communisme». La peur — ce spectre qui hantait l'Europe dans le *Manifeste* de K. Marx et F. Engels (1848) — a certainement changé depuis ce temps, mais elle reste associée à la difficulté du concept. Depuis bientôt deux cents ans, le communisme est le nom qu'a pris, pour des millions de personnes partout sur la planète, l'espoir de pouvoir transformer le monde, en abolissant les classes sociales, les discriminations et les privilèges, en se débarrassant de la propriété privée, des tyrans qui en profitent et des infâmes individus qui appliquent leurs lois. Mais c'est aussi le nom de processus historiques échoués, marqués par l'autoritarisme, la dépolitisation et la répression.

Alors que l'idée communiste a servi de fer de lance des mouvements révolutionnaires — des insurrections à l'opposition aux guerres impérialistes, des mouvements de décolonisation aux luttes sociales — la bourgeoisie démocratique libérale a su profiter, dans les dernières décennies, de ces incontestables échecs pour freiner idéologiquement toute tentative d'émancipation politique radicale réelle. Un mouvement idéologique de dépolitisation qu'elle a tout de même pris soin de coupler au développement d'outils de répression et de surveillance, de stratégies judiciaires et de contrôle social.

Incapables de tenir le communisme comme un «mouvement réel de l'abolition de l'état actuel des choses» (K. Marx et F. Engels, *L'Idéologie allemande*), des partis soi-disant communistes ont opté pour la collaboration de classes et le pouvoir répressif et idéologique d'État, comme ce fut le cas du Parti communiste français et du Parti communiste italien. Ailleurs en Occident, on s'est dépourvu soi-même de toute prétention révolutionnaire réelle en se dépolitisant jusqu'au ridicule en constituant des pseudo-tendances de gauche au sein des grands partis bourgeois qui n'ont de «démocrate» ou de «travailliste» que le nom. On s'est autrement campé dans des groupuscules déconnectés dont le radicalisme de façade n'a d'équivalent que la rigidité d'une pensée sectaire et fondamentalement impuissante. Enfin, l'abandon de

toute réflexion communiste par les tendances altermondialistes anarchisantes a mené à la consolidation d'un militantisme peu politisé et souvent incohérent, qui subordonne à la nécessité révolutionnaire les avantages d'un mode de vie alternatif au cœur des grands centres coloniaux.

Dans cette tension, il faut aujourd'hui avoir la lucidité nécessaire à se ressaisir de ce concept incontournable dans la pensée de l'émancipation et de la liberté.

Alors, pourquoi être communistes aujourd'hui?

## Un mot d'ordre pour de nouvelles sociétés

Le communisme, c'est d'abord simplement un mode d'organisation sociale où la production (c'est-à-dire la manière dont on produit les objets, les biens et les services) est gérée de manière collective, commune, sans que les moyens de production ne servent au profit d'un groupe ou d'une classe sociale en particulier. Les anarchistes et les communistes de Première Ligne s'entendent sur la nécessité de cette perspective.



Le communisme est donc un système économique, fondamentalement opposé au capitalisme que nous vivons aujourd'hui. Et parce qu'il s'agit d'un système économique et social complexe, il ne peut advenir ni spontanément ni rapidement. Pour toute marxiste sérieuse, il est clair que le monde n'a pas connu d'expérience communiste réelle. Non pas au sens où certains mouvements révolutionnaires n'étaient pas sincèrement dédiés à l'idée communiste, mais plutôt parce que la transition entre capitalisme et communisme est un processus politique et social sérieux qui a des nécessités et des implications qui demandent temps, démocratie et engagements. Il y a donc une distinction entre le projet d'une société communiste et les mouvements communistes tels qu'ils ont existé.

« Lutter pour le communisme, c'est chercher dès maintenant à faire advenir les fondements d'une autre société. »

La neutralisation du pouvoir réactionnaire capitaliste est donc une phase nécessaire vers cet objectif, mais elle ne correspond pas, seule, à l'arrivée du communisme. Une des difficultés historiques des mouvements communistes a été la négociation de ce passage. D'une part, elle implique des questions difficiles, comme celle de l'État, de la gestion des forces réactionnaires et de la capacité à répondre aux besoins sociaux. D'autre part, la tension s'est traduite historiquement soit par une impatience à faire advenir les choses trop vite, une forme d'accélérationnisme qui a tendu à favoriser la dépolitisation, l'autoritarisme et la répression, et conséquemment le retour au capitalisme, soit par une forme d'abdication dans un temps trop long, où l'on justifie tout et n'importe quoi sous divers prétextes, qui a tendu à favoriser la dépolitisation, et conséquemment le retour au capitalisme. Somme toute, notre conception reste proche de celle formulée par Marx.

Cette précision est nécessaire puisqu'elle permet de comprendre comment la fidélité à l'idée du communisme implique la mise en place de stratégies effectives de transformation du monde. Concrètement, cela veut dire comprendre le monde qui nous entoure, les mécanismes de l'économie et de son pouvoir, les forces et les faiblesses des dynamiques sociales, et chercher à intervenir de manière ouvertement révolutionnaire, à chaque fois qu'il est possible de le faire.

Être communiste aujourd'hui, ce n'est conséquemment pas une question de débat historiographique. Ce n'est pas non plus entretenir l'idée complètement absurde que des personnes vivant aujourd'hui au soi-disant Canada vont soudainement s'intéresser à des querelles et à des tendances

historiques et à leurs iconographies pour le moins situées. Il faut savoir penser le communisme dans les conditions qui sont les nôtres, et le penser sans illusion ni compromis. Un communisme révolutionnaire, donc.

Le regain de popularité des idées marxistes et communistes chez la jeune génération concorde justement avec cette nécessité stratégique de changer l'entière du système socioéconomique et politique et de collectiviser les décisions. Devant la montée des lois transphobes, qui ont des effets répressifs au niveau judiciaire comme au niveau idéologique, on en vient à voir que le réformisme libéral des dernières décennies ne suffit pas à protéger les droits fondamentaux et que la perspective anticapitaliste permet non seulement de s'attaquer au problème de manière radicale, à la source, mais aussi d'avoir des impacts sur tous les aspects de l'existence, en réfléchissant au monde dans lequel on voudrait vivre. Devant la catastrophe écologique, il est désormais évident que les solutions offertes par les capitalistes dans le maintien du régime de propriété privée n'arrivent pas à appliquer les mesures recommandées par les scientifiques et n'ont que faire de la vie de millions d'êtres humains dans les pays dominés par l'impérialisme qui sont présentement les plus affectés par les changements climatiques. Radicalement opposée au monde actuel, la perspective communiste ouvre tout un espace de réflexion sur la production, la vie collective et la saine gestion des environnements. La tâche qui s'impose à nous, communistes, aujourd'hui, est de construire un mouvement révolutionnaire conséquent, capable de faire de cette nécessité une réalité.

Enfin, notre communisme est à entendre, au sens général, comme un principe d'organisation collective, une façon d'être et d'agir avec nos camarades, avec nous-mêmes et avec les personnes qui nous entourent, une façon de concevoir la vie où la subjectivité individuelle n'a de sens qu'au contact de la dimension supérieure de la communauté. Pour les communistes, le libre développement de chacune est la condition du libre développement de toutes.

## Des luttes autonomes et conséquentes

Penser le communisme, c'est conséquemment refuser les solutions individuelles ou partielles: le retranchement dans des modes de vie alternatifs et autres projets autogestionnaires qui, étant mollement à gauche, restent compatibles avec le maintien du capitalisme et du colonialisme, ou encore une amélioration individuelle qui rompt avec les difficultés posées par la lutte, sont à l'opposé de notre conception politique.

Lutter pour le communisme, c'est chercher dès maintenant à faire advenir les fondements d'une autre société. Cela implique de réfléchir et de comprendre au mieux, y compris par la difficulté de l'étude théorique, les fonctionnements du système actuel, dans toutes ses dimensions.

Cela implique aussi de nombreuses considérations stratégiques. Notre communisme se fonde dans la reconnaissance de l'autonomie politique des masses dans le processus révolutionnaire, ce qui inclut le recours à toutes les formes historiques de lutte — de la propagande classique à la propagande par le fait, du sabotage à l'expropriation, de l'auto-réduction à l'occupation, de l'action révolutionnaire parmi les masses à la lutte armée —, toutes les formes de délégitimation du capitalisme, de l'impérialisme et du colonialisme, de leur État et de leurs lois et toutes les nouvelles légitimités populaires et communes.

« Notre communisme se fonde dans la reconnaissance de l'autonomie politique des masses dans le processus révolutionnaire. »

Néanmoins, ces stratégies insurrectionnelles trouvent leur sens non pas dans un puéril désir de contestation qui se satisferait en lui-même, mais bien dans la reconnaissance des intérêts du mouvement révolutionnaire dans sa totalité et grâce à une compréhension globale des exigences posées par l'idée communiste et l'internationalisme: des sociétés libres et collectives pour l'humanité entière.

Contre l'idée d'un seul plan prévisionnel ancré dans un fantasme préconçu de ce que devrait faire le prolétariat en attendant le grand soir, notre perspective antiautoritaire implique de reconnaître les réalités politiques dans leurs formes d'existence actuelles — imparfaites, partielles, contradictoires — pour appuyer les contestations et les résistances. La reconnaissance de cette autonomie n'est pas un populisme aveugle ou un soutien inconditionnel et acritique, mais elle n'est surtout pas une déconnexion des réalités actuelles au nom d'un retranchement derrière une conception dogmatique de la révolution. La seule manière de vaincre, c'est encore d'oser lutter.

Conséquemment, nous appuyons tous les mouvements révolutionnaires contre l'ordre social et politique existant. Si nous nous disons anarchistes, ce n'est pas pour contourner bêtement les problèmes du communisme. C'est justement parce que la combinaison des politiques anarchistes et communistes correspond aux idées et aux pratiques porteuses des lignes de force les plus puissantes, les plus capables de réactualiser concrètement la possibilité de la révolution aujourd'hui. Si nous sommes communistes, c'est aussi parce nous reconnaissons qu'il s'agit de la perspective la plus radicalement opposée au système actuel, porteuse d'une force révolutionnaire stratégique et philosophique, pour arriver à mettre un terme définitif à toute exploitation.



# NOTRE ANARCHISME

Ana

## État des choses

Étymologiquement, l'anarchie signifie l'état d'un milieu social sans gouvernement. Bon nombre de politiciens, de bourgeois et de philosophes lui ont collé au fil des époques le synonyme de désordre, au point où des anarchistes ont même soutenu la pertinence politique d'abandonner l'étiquette d'anarchistes pour se nommer libertaires. Or, si l'ordre que ces politiciens, ces bourgeois et ces philosophes entendent opposer au désordre anarchique est la famine, l'exploitation, la domination, la guerre, le colonialisme, le massacre de l'environnement, les peines à perpétuité, la dépression, le suicide, la suprématie blanche, la bureaucratie, les pots-de-vin ou toute autre bassesse dégueulasse légalisée par l'État, mettre un peu de désordre là-dedans ne nous effraie aucunement. En fait, défaire l'ordre actuel des choses est la tâche à laquelle s'accrochent l'ensemble des anarchistes conséquent-e-s. Peu importe comment nous décidons de nous nommer, ce qui fait trembler les exploitateurs, ce n'est pas notre nom, mais nos actes et nos idées.

S'attaquer à l'ordre existant ne veut cependant pas dire qu'on puisse faire tout ce qu'on veut n'importe comment. Si on ne veut plus d'État pour ramasser nos poubelles ou surveiller nos quartiers, c'est que nous jugeons que nous sommes capables nous-mêmes de nous ramasser ou de régler les conflits dans lesquels nous sommes impliqué-e-s. Cela relève d'une grande responsabilité. Mais au delà des réflexions sur la distribution des tâches dans un monde sans État, nous croyons que mettre à bas l'État et le capitalisme nécessite une grande discipline et une coordination réfléchie. L'État est un appareil politique extrêmement bien organisé qui est doté de ressources quasiment infinies; penser qu'on peut le renverser à coup de chansons punk ou de *graff* révèle de la folie—bien que cela ne nuise certainement pas.

L'anarchie se définit par l'absence de gouvernement, mais les anarchistes, qui luttent pour cet état social, ne s'y limitent pas: les anarchistes sont aussi antiautoritaires. Les anarchistes ont horreur de l'autorité lorsqu'elle s'impose

sur les masses et les individus. Cependant il ne s'agit nullement de s'opposer à toute forme d'autorité. Par exemple, moi qui ne suis pas cordonnier m'en remet volontiers à l'autorité de cette dernière en la matière lorsque vient le temps de réparer ma semelle ou trouver de nouveaux moyens pour solidifier les coutures de mes chaussures. Moi qui ne suis pas ingénieur m'en remet volontiers à l'autorité de l'ingénieure lorsque vient le temps de construire un pont. Par contre, si l'on m'impose une quelconque autorité, si l'on me prive de mon autonomie au nom d'une loi, d'un quelconque principe divin ou d'une moralité, alors je la repousse farouchement.

Ce rejet de l'autorité formelle caractérise l'anarchisme, c'est-à-dire le mouvement des anarchistes pour arriver à l'anarchie. En effet, si les communistes luttent aussi pour un monde sans État—le communisme—, les anarchistes soutiennent que l'autorité (entendue dans sa définition négative) ne pourra jamais déboucher sur la liberté. Contrairement à la majorité des communistes, les anarchistes s'opposent ainsi à l'idée d'instaurer un État transitoire, chargé d'organiser la gestion de la société à la place de la population en vue d'arriver au communisme ou à l'anarchie. L'idée d'une dictature du prolétariat par des voies étatiques répugne les anarchistes. Pour les anarchistes, il s'agirait plutôt d'une dictature de *certain*s prolétaires sur l'ensemble des masses travailleuses, qui cesseraient alors d'être des prolétaires et en viendraient très tôt à développer des intérêts qui leur sont propres et qui, nécessairement, vont à l'encontre des gouverné-es. Même lorsque gouvernés par des ex-ouvriers socialistes, les États ne sont capables que de tuer la flamme révolutionnaire du peuple et s'éterniser jusqu'à pourrir et reproduire les mêmes dynamiques que celles des États bourgeois. En ce sens, les anarchistes défendent donc l'abolition de l'État comme méthode indispensable pour se débarrasser du capitalisme, du patriarcat et de la suprématie blanche. Il ne s'agit pas d'occulter les autres rapports de domination, mais de souligner que sans la fin de l'État, une question politique fondamentale, nous ne pourrions résoudre ces rapports de manière crédible et souhaitable.

## Fins, moyens et préfiguration

La particularité des anarchistes au sein des forces révolutionnaires est donc la réflexion qu'ils ont sur les *moyens* révolutionnaires. En d'autres mots, iels s'opposent fermement au dicton voulant que la fin justifie les moyens ou, plus concrètement, que le communisme justifie l'État pour s'y rendre. Comment se manifeste l'anarchisme, comment espère-t-on atteindre l'anarchie, si ce n'est par des voies étatiques? Pour y répondre, les anarchistes défendent notamment la pertinence de la préfiguration ou, en d'autres mots, de méthodes d'organisation qui tentent dans la mesure du possible de refléter les manières de faire que nous jugeons souhaitables dans un monde post-capitaliste et post-étatique. Une préfiguration parfaite est évidemment impossible, puisque nous ne disposons que de moyens limités dans le système actuel, mais nous jugeons que cela n'est pas suffisant pour légitimer des pratiques indésirables et autoritaires.

En ce sens, nous défendons *ici et maintenant* un anarchisme-communiste, c'est-à-dire un anarchisme qui défend une révolution par et pour les travailleuses et travailleurs elleux-mêmes, sur des bases antiautoritaires. Nous affirmons que toute la valeur et la production viennent du travail, qu'il soit salarié ou non, et donc que son appropriation par les masses est indispensable pour mettre en place un système économique qui n'est pas basé sur l'exploitation. Nous croyons en la révolte spontanée des masses, bien qu'elle soit en soi insuffisante. Nous défendons la nécessité de l'organisation révolutionnaire sur nos lieux de travail. Nous soutenons toutes les initiatives de grève et les actes de sabotage. Nous désirons investir les stratégies de combat de rue, d'aide populaire dans nos quartiers, de pratiques syndicales illégales, d'auto-défense et d'éducation populaire.

« Nous ne renvoyons pas la question révolutionnaire à une date ultérieure ou à un autre lieu, nous luttons de toute nos forces sur nos lieux de vie et de travail pour hâter la chute du capitalisme et de l'État. »

En d'autres mots, nous défendons l'action directe, soit l'action qui refuse toute médiation. L'action des exploité-e-s qui n'attendent pas d'être pris-e-s en charge par quelconque représentant, mais qui luttent, qui agissent, qui renversent, qui dérangent, qui s'organisent, qui aiment, qui détestent et qui jouissent sans attendre ni ordre ni consigne. L'action directe n'a pas de forme précise, elle se manifeste plutôt chaque jour, dans chacune de nos initiatives révolutionnaires n'étant pas le fruit des souhaits de dirigeants, bourgeois ou ouvriers. Comme la propagande par le fait, l'action directe témoigne d'une profonde opposition avec l'état actuel des choses, d'une soif d'agir qui ne peut attendre un « grand soir » pour se manifester, d'une rage au ventre qui se nourrit de théorie tout en étant incapable de s'y limiter. Opposons-nous à la croyance découlant de l'État selon laquelle les initiatives individuelles et collectives devraient être balisées, régulées, approuvées, légiférées, ordonnées. Nous savons ce qui est le mieux pour nous. Nous connaissons nos milieux de vie, nos ruelles, nos lieux de travail, nos rivières et nos montagnes bien mieux que la bureaucratie étatique ne parlant que le langage de la production.

## S'attaquer à l'État, c'est un travail de solidarité

Le travail des anarchistes, c'est aussi un travail de solidarité. Tout ne se limite pas à la lutte contre l'exploitation capitaliste. Bon nombre de communautés ne sont pas exploitées directement par les capitalistes—nous pouvons penser ici notamment à certaines communautés autochtones plus éloignées des centres urbains ou certaines communautés autogérées situées aux quatre coins de la planète. Dans ces contextes, l'État apparaît souvent comme la principale menace, même lorsqu'il est envoyé par les bourgeois. Ainsi, nous soutenons toute résistance à des attaques de la part de l'État, même si elles ne sont pas sur des bases liées au travail et à l'appropriation des moyens de production.

Pour bâtir un mouvement de solidarité fort et qui gagne, nous croyons qu'il est indispensable de le bâtir sur des bases d'organisations à organisations. Plusieurs campagnes de solidarité récentes reposaient sur les épaules de réseaux ou la bonne volonté d'individus. Si cette technique peut fonctionner pendant un certain temps, elle est beaucoup plus à risque de s'essouffler à terme, lorsque certain·e·s subissent de la répression policière ou sont épuisé·e·s. En se dotant

d'organisations révolutionnaires, nous pouvons mettre en place des structures qui nous permettent d'obtenir beaucoup plus de ressources, de faire des roulements en terme d'implication pour éviter la fatigue et de s'unir avec d'autres groupes sur des bases politiques plutôt qu'affinitaires. Cela nous permet d'instaurer des liens avec différentes communautés sur le long terme, de bâtir des relations de confiance et d'être beaucoup plus efficaces dans nos luttes.

## Anarchisme et organisation : à nous d'agir !

Enfin, nous défendons la nécessité pour les anarchistes de s'organiser et de structurer leur mouvement à travers des groupes publics, capables d'intervenir dans les luttes du prolétariat dans toutes leurs dimensions—notamment face aux dynamiques patriarcales et coloniales—, d'accueillir de nouvelles personnes et de mener des attaques contre nos ennemis. Nous ne renvoyons pas la question révolutionnaire à une date ultérieure ou à un autre lieu, nous luttons de toute nos forces sur nos lieux de vie et de travail pour hâter la chute du capitalisme et de l'État.



# LE RÔLE DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

## Berner

**O**n observe actuellement un frémissement dans le milieu anarchiste québécois. Des discussions ont lieu, des gens qui ne se côtoyaient pas ou plus se mettent à se rassembler. La question de l'organisation est à l'ordre du jour un peu partout dans nos groupes. Cependant, ce besoin ressenti par de nombreux et nombreuses camarades semble encore peu clair. Des points de désaccords semblent se cristalliser en ce moment à travers les assemblées visant à créer un groupe anarchiste à Montréal. Ces désaccords ne sont pas le problème, il est normal que tous et toutes les camarades n'aient pas le même avis. Cependant, il nous semble qu'une bonne partie de ces points de tension vienne d'un manque d'expérience et de réflexion sur le sujet. La plupart de nos interlocuteurs n'ont jamais participé à une organisation révolutionnaire et peinent à envisager des formes politiques qui diffèrent trop du milieu étudiant dont ils proviennent, ou des groupes affinitaires et leurs réseaux. Il nous semble important d'affirmer que ces façons de faire ne sont pas les seuls horizons et qu'un monde riche de possibles existe entre des Partis autoritaires et les conceptions en rhizomes. Nous défendons le principe d'une organisation anarchiste communiste, structurée et active au sein des luttes du prolétariat.

## Construire une culture de résistance

### Agitation et l'éducation populaire

L'ampleur de la tâche est telle qu'il est difficile de savoir par quoi commencer. Nous proposerons ici certaines pistes de réflexion et d'action. Selon nous, la tâche principale et la plus difficile est de développer une culture de résistance. Il faut que la nécessité d'agir prenne forme et que de larges pans de la population se mettent à développer et à soutenir le mouvement révolutionnaire.

Nous pensons que la population est suffisamment consciente de la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons à l'échelle internationale. Les détails sont certainement flous pour la plupart des gens, mais le sentiment d'urgence face aux catastrophes qui nous guettent semble bien partagé. Or, on peut se demander pourquoi cette prise de conscience n'amène pas à des mouvements plus radicaux et efficaces.

Il nous faut promouvoir une lecture anticapitaliste de la situation globale. Il faut que ces idées et ces principes soient tellement martelés qu'ils imprègnent jusqu'à l'inconscient collectif de nos sociétés : le désastre qui vient est le produit de la société capitaliste et de ses États ; la seule solution est donc d'abattre le capitalisme. Voilà selon nous où commence la culture de résistance. On dépasse le stade du constat et du drame pour s'en prendre aux responsables de la situation. Cette idée doit être assenée dans nos podcasts, journaux, collants, affiches, conférences, manifestations et de façon générale, dans toutes nos activités d'éducation populaire. Les organisations réformistes ont échoué à proposer des solutions viables pour nous sauver. Il faut cesser de se concentrer sur les dégâts et les cataclysmes pour attaquer ouvertement les responsables du désastre et proposer la seule solution qui reste : la rupture révolutionnaire.

Ce travail d'éducation populaire se joue entre nos moyens limités et ceux de l'État et du Capital. Il est donc évident qu'il s'agit là d'un combat perdu d'avance si on se limite à crier dans le désert. Le développement de cette culture de résistance s'appuie sur d'autres éléments que nous allons développer plus avant. Néanmoins, il faut insister sur le fait que ce combat est essentiel au développement d'une base sociale, un point d'appui dans la population, qui puisse soutenir nos combats.

« Pour réussir à convaincre, il ne suffit pas d'avoir les meilleurs arguments ou d'être celui qui parle le plus fort. Les gens ne nous rejoindront pas si nous n'avons pas quelque chose à offrir. »

## Implantation sociale et locale

Pour réussir à convaincre, il ne suffit pas d'avoir les meilleurs arguments ou d'être celui qui parle le plus fort. Les gens ne nous rejoindront pas si nous n'avons pas quelque chose à offrir. Notre lutte est perdue d'avance si nous ne proposons pas des structures de solidarité et d'entraide. Le dérèglement climatique va apporter et apporte déjà son lot de calamités. Que ce soit dans nos quartiers ou à l'échelle internationale, les personnes qui sont les premières victimes de ces situations sont les plus pauvres et les plus exploités de nos sociétés. Les riches peuvent toujours s'enfuir à l'autre bout de la planète pour échapper aux sécheresses et incendies, aux famines et aux maladies. Nous sommes coincés avec les nôtres sur nos lieux de vie et de travail. Il faut donc développer des structures d'entraide et de solidarité pour tenter d'endiguer l'ampleur du désastre. Ceci est essentiel pour au moins deux raisons.

Tout d'abord, nous avons le devoir de nous serrer les coudes entre frères et sœurs exploités. Même en l'absence d'une urgence climatique, toute personne possédant ne serait-ce qu'un peu d'empathie ne peut demeurer indifférente au sort injuste qui frappe les plus vulnérables d'entre nous. Nous devons participer à la mise en place de soupes populaires, cliniques gratuites, garderies, aide aux devoirs, espaces de gratuité, etc. Ces structures de solidarité ont été historiquement des éléments majeurs de l'implantation populaire d'organisations révolutionnaires comme la CNT espagnole ou le Black Panther Party. Encore aujourd'hui, les anarchistes athénien-ne-s animent de nombreuses structures d'entraide comme une clinique de santé autogérée, des squats d'habitations pour les sans-papiers, des soupes populaires, des



cours de langue et tant d'autres initiatives. Ce n'est pas un hasard si ces camarades représentent le mouvement anarchiste le plus puissant aujourd'hui.

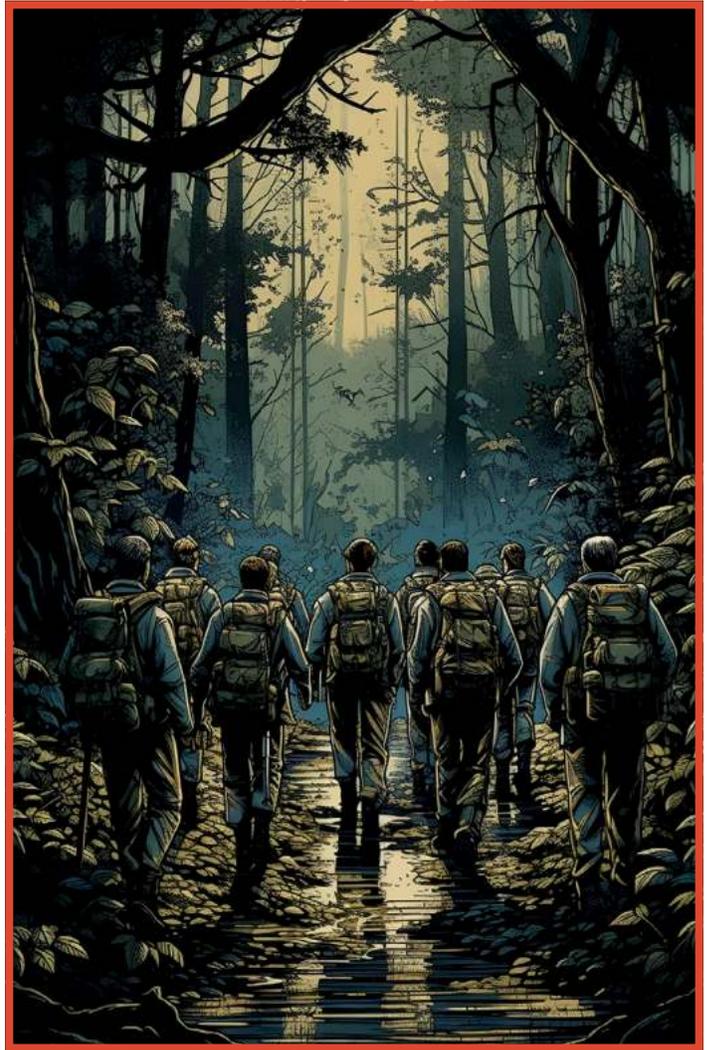
Cet engagement est ce qui nous apporte le plus de crédibilité vis à vis de l'opinion publique. Il est plus facile de parler de révolution quand on aide à nourrir les plus exploités ou qu'on participe à instruire leurs enfants. La solidarité en acte vaut mille discours. Il n'est pas difficile de voir que dans les endroits où les mouvements révolutionnaires sont solidement implantés, ils se construisent toujours à travers des initiatives de ce genre. En combinant travail politique et de solidarité, nous ne manquerons de développer une base sociale qui sympathise avec nos idées, à l'échelle d'un quartier, d'une ville, d'un pays.

## Organisation de l'autodéfense

Le travail d'éducation et de solidarité n'est cependant qu'un des éléments de la lutte en cours. Si nous développons nos forces, nos idées et notre présence dans la société, les défenseurs du statu quo ne manqueront pas de nous mettre des bâtons dans les roues : groupes fascistes, partis politiques, scabs, police, armée, groupes criminels, sécurité privée, etc. Ces diverses organisations ont historiquement été utilisées pour briser nos mouvements, il suffit par exemple de se tourner vers l'Europe pour constater que les pays où la conflictualité sociale est la plus forte sont aussi ceux dans lesquels la police et les groupes fascistes sont les plus dangereux. Plus proches d'ici, des mercenaires ont été utilisés pour réprimer et intimider les opposants au Dakota Access Pipeline, et chez nous, la police canadienne joue le rôle de bras armé des entreprises extractivistes comme on peut le voir en ce moment pour la lutte des Wet'suwet'en. La situation ne cessera de s'empirer avec l'aggravation du dérèglement climatique.

« Nos organisations doivent se préparer aux attaques des groupes ennemis que ce soit juridiquement, psychologiquement ou physiquement. »

Il faut donc nous préparer à nous défendre si nous voulons envisager sérieusement de changer la société. Pour ce faire, nos organisations doivent se préparer aux attaques des groupes ennemis que ce soit juridiquement, psychologiquement ou physiquement. Si nos efforts commencent à porter leurs fruits ou que la détérioration de la situation



chamboule le paysage politique, nous ne manquerons pas de subir une répression de plus grande ampleur et des attaques multiformes. Nous savons que présenter les choses en ces termes peut surprendre étant donné le climat politique actuel. Nous vous invitons cependant à étudier la situation en Europe et aux États-Unis. Les fascistes s'arment, s'organisent et ne cessent de commettre des attaques contre celles et ceux qu'ils considèrent leurs ennemis. La violence policière sans bornes des États brise les corps et les esprits des mêmes personnes qui sont en premier lieu victimes des catastrophes climatiques, ou qui tentent de leur échapper. Il n'y a rien de structurellement différent au sein de l'État canadien par rapport aux autres pays.

Cette autodéfense peut et doit être multiforme ; caisse de grèves, caisses anti-répression, connaissances et contacts juridiques, groupes antifascistes, services d'ordre, etc. S'il ne fallait illustrer qu'un exemple multiforme d'autodéfense politique et populaire, on peut regarder du côté de l'assemblée de réappropriation d'Exarcheia à Athènes. La police a sciemment utilisé des groupes mafieux pour détruire ce quartier populaire où les anarchistes sont solidement implanté·e·s. Cette assemblée d'anarchistes et d'habitant·e·s a pris la décision de protéger son quartier à la fois des flics mais aussi des mafieux, par des moyens d'intensité variable. Sans cette opposition frontale, le quartier et toutes ses initiatives

seraient passés sous le contrôle de ces groupes criminels, puis de la police. Ceci aurait sonné le glas de toute les initiatives populaires et de solidarité. Soyons prêt·e·s.

## Passer à l'offensive

### Grèves, blocages, sabotages

Nous avons surtout parlé jusqu'ici des moyens de se protéger, de convaincre et de s'implanter dans les cœurs et les esprits des gens. Tout ceci n'a cependant pas pour but de se replier sur cette contre-société naissante. L'objectif est de créer les meilleures conditions pour attaquer les causes de nos souffrances et des destructions environnementales. L'objectif n'est pas de devenir des sectes survivalistes qui espèrent survivre au désastre sans tenter de changer la société. Nous voulons tenter d'empêcher, autant que faire se peut, le plus gros du désastre.

Dans un premier temps il s'agit de déconstruire cette idéologie de la non-violence qui nous affaiblit et dégriffe nos luttes et nos mouvements. Il faut convaincre ceux qui peuvent l'être et se méfier comme de la peste de ceux qui défendent cette position, autrement que par simple tactique. Il paraît évident que l'État ne nous donnera pas les moyens

légaux d'entraver la bonne marche de son fonctionnement. De même, l'État ne nous laissera pas nous en prendre efficacement aux grandes entreprises extractivistes qui ont un caractère d'intérêt national vital. Nous devons donc utiliser tous les moyens à notre portée, pas seulement les moyens légaux et non-violents.

L'urgence est là, il s'agit d'agir et de cesser de faire coller les nécessités des luttes aux catégories du pouvoir qui a créé le problème. À l'inverse ça ne veut pas dire que tous moyens non-violents sont inutiles; les grèves autonomes sur nos lieux de travail et d'études peuvent avoir un impact important pour perturber la production et ses infrastructures. On a vu récemment l'efficacité des blocages des voies de communications lors des luttes en solidarité avec les Wet'suwet'en. Le rail, les ports et les pipelines sont des infrastructures vulnérables pour l'État et leur perturbation peut avoir des effets dramatiques pour lui. Là où le blocage n'est pas tenable il est aussi possible de saboter les infrastructures ou le matériel à peu de frais. De nombreuses actions de ce genre sont menées et leur généralisation dans les périodes de lutte peut avoir un impact majeur. Nous sommes loin d'être impuissant·e·s si nous nous en donnons les moyens. Néanmoins, le critère majeur n'est pas notre capacité à agir. Si nous voulons que nos actions donnent des résultats, il nous faut une base sociale, un soutien populaire et des structures pour nous organiser.



## Créer une contre-société

Nous devons développer nos lieux d'organisation et nous implanter dans nos lieux de vie. Si nous voulons développer notre hégémonie, faire de l'éducation populaire, créer des structures de défense et de solidarité, il nous faut des lieux pour le faire. Notre mouvement possède un certain nombre de structures amies: librairies, bibliothèques, épiceries, squat et autres lieux de vie ou de divertissement. Il faut en renforcer le maillage et les rendre plus accueillant vis à vis de la population. Ces endroits sont la colonne vertébrale de nos luttes, que les camarades s'en rendent compte ou non. Réunions, levées de fond, recrutement, entraide, habitations; sans ces endroits, pas de mouvement durable.

La culture des centres sociaux en Allemagne, Italie et Grèce illustre bien l'utilisation et l'importance de ces lieux. Dans certains quartiers de Milan, le centre social est le cœur de la vie populaire de l'endroit. C'est là que les jeunes vont boire et fumer à l'abri de la police en fin de semaine. C'est là que les locataires peuvent trouver de l'aide à leurs problèmes. C'est là qu'on trouve des cours d'art et de sport gratuits ou des garderies. C'est là que s'organisent l'autodéfense anti-fasciste et la lutte contre les mesures réactionnaires de l'État. Un centre social anarchiste athénien a même ouvert une clinique gratuite, que des médecins professionnels animent bénévolement. Il faut créer plus de ces structures et les ouvrir à la population.

C'est dans ces endroits et dans nos mouvements que nous pourrions créer une nouvelle société dans la coquille de l'ancienne. Nos lieux de vie, de luttes et de divertissement doivent être le reflet de la société que nous voulons construire. Une société débarrassée des oppressions racistes, sexistes, capitalistes, colonialistes, etc. Nos fonctionnements doivent refléter ces valeurs et nous avons déjà l'expérience de ces pratiques, même si elles sont bien sûr perfectibles. Il s'agit par contre d'apprendre aux nouveaux et nouvelles nos principes de démocratie directe, d'autogestion voire de fédéralisme.

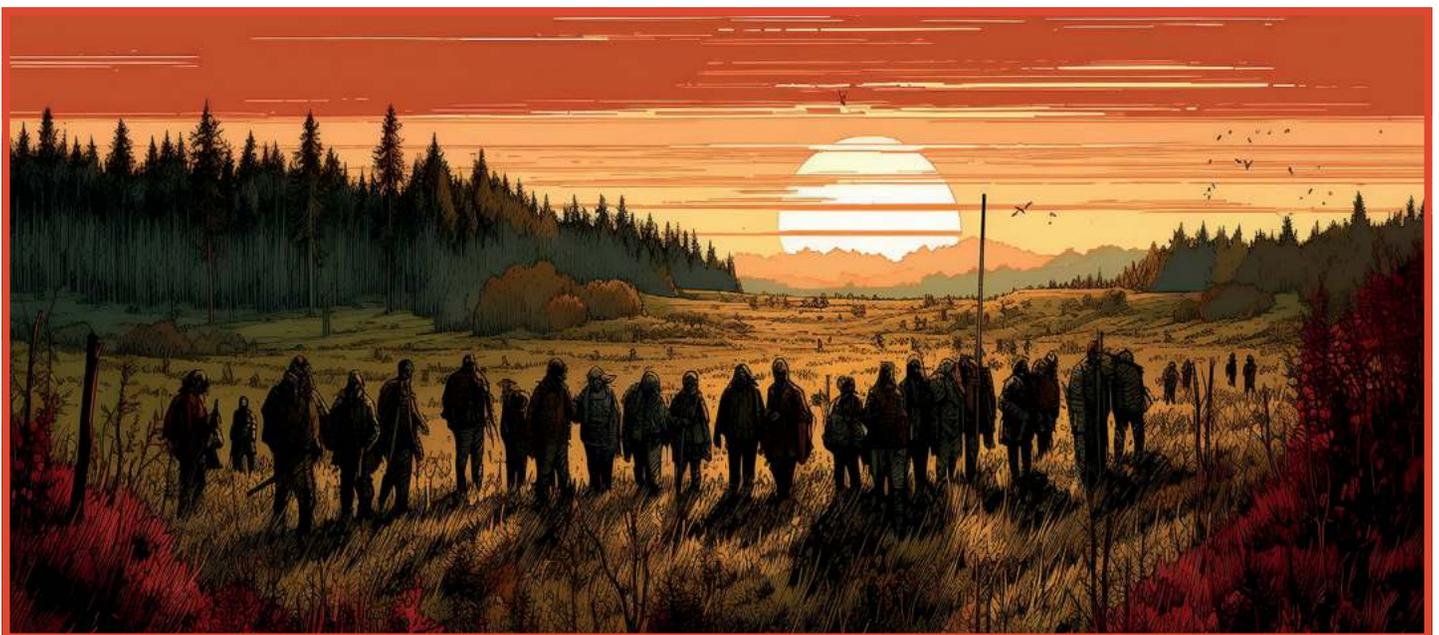
À l'inverse des partis et des structures autoritaires de la vieille société, nous devons mettre en valeur des fonctionnements différents et les améliorer par la pratique.

## Le rôle des organisations révolutionnaires

### Formation et accueil

«C'est bien beau tout ça, mais comment qu'on fait?». Il s'agit en effet d'une sacrée liste de course dont la mise en place peut prendre des années. Il est aussi difficile d'imaginer réaliser ce travail tout-e seul-e, avec quelques potes ou son groupe affinitaire. Nous répondrons qu'il nous semble évident que l'action individuelle ou en petit groupe n'a aucune chance de renverser la société actuelle. Nous avons en tête un mouvement populaire massif et pour le mettre en place il s'agit de créer les structures pour l'aider à apparaître. Il est donc nécessaire de créer des organisations révolutionnaires structurées et d'encourager les gens à les rejoindre. Sans ces organisations, il est impossible de réunir suffisamment de révolutionnaires pour convaincre des pans entiers de la population. Il ne s'agit pas de chercher à recruter tout le monde ou n'importe qui, nos pratiques sont par essence minoritaires, tout comme les partis politiques ou les syndicats. Il s'agit cependant de réunir suffisamment de monde pour peser dans la balance.

Un autre aspect majeur de ces organisations révolutionnaires est qu'elles sont plus accessibles. L'idéologie dominante désapprouve ce type d'engagement qui peut apparaître comme utopiste ou trop radical. Si il faut en plus courir après les militant-es quand on veut s'impliquer, on garde certes les gens les plus déterminés mais pas forcément les gens qu'on cherche avant tout à organiser. En effet, il est essentiel que



le mouvement révolutionnaire soit représentatif de la société où il se trouve. Les exploité·e·s doivent former le gros de ses rangs, si ce n'est pas le cas, il n'y aura pas de révolution ou de changement majeur. Ces organisations doivent être des structures d'accueil et de recrutement pour toutes celles et ceux qui ne supportent pas d'attendre l'arrivée du désastre sans rien faire.

Enfin, il s'agit de former les nouvelles personnes pour qu'elles s'intègrent bien à la lutte et qu'on évite la reproduction des dominations communes dans nos sociétés. Plus encore, les groupes révolutionnaires sont les garants de la mémoire militante. L'expérience des luttes passées et de l'histoire de nos mouvements doit être partagée par les camarades qui les ont vécus. On peut gagner un temps précieux et éviter de nombreuses erreurs grâce à cette formation. L'organisation permet de mettre en place cette pérennité en assurant un renouvellement des militant·e·s, leur formation et le partage d'expériences des plus anciens qui ne sont plus forcément en première ligne.

« Il s'agit de déconstruire cette idéologie de la non-violence qui nous affaiblit et dégriffe nos luttes et nos mouvements. »

## Pérenniser et protéger

On a vu l'importance de ces structures pour partager l'expérience des luttes. Mais un des rôles majeurs des organisations révolutionnaire a lieu quand il n'y a aucun mouvement de masse. Il est facile de trouver des gens et d'avoir l'impression que l'organisation est inutile quand un mouvement social agit la société ou pendant les années qui suivent. Or les camarades qui ont vécu ces périodes magiques savent qu'elles représentent plus un feu de paille qu'un feu de prairie à l'échelle d'une vie. Ces moments sont des exceptions à la règle, des ruptures de la normalité. Que faire pendant les longues années de creux? L'organisation permet de survivre à des périodes hostiles, à conserver les connaissances et les structures du mieux possible: argent, locaux, expérience, forces, etc.

Sans ces organisations, nous sommes condamnées à un éternel recommencement; un mouvement social apparaît, brûle de milles feux, les mêmes erreurs sont commises,

le saut qualitatif n'a pas lieu, la lutte est perdue ou oubliée, le mouvement disparaît. Le cycle recommencera la prochaine fois. Si l'organisation survit, voire se développe dans ces périodes de creux, les camarades sont déjà prêt·e·s à l'action dès le début du prochain mouvement. Au lieu de perdre encore du temps à tout rediscuter et à refaire les mêmes erreurs, on peut partager nos savoir-faires et nos expériences, lutter plus efficacement et peut-être, triompher. Ne pas avoir à reconstruire nos mouvements à chaque fois nous permet aussi de nous renforcer avec l'arrivée de nouvelles personnes qui trouvent un endroit où leur action va être utile et bénéfique à la lutte. Les organisations révolutionnaires ne déclencheront pas la révolution, mais sans organisation révolutionnaire, la révolution ne sera pas victorieuse. L'histoire de toutes les révolutions perdues et trahies est là pour le prouver.

## Défendre l'autonomie des luttes

Ce dernier point nous amène enfin au rôle de l'organisation comme actrice des luttes. L'objectif n'est évidemment pas de limiter ces structures à un travail de formation, de recrutement ou de construction d'alternatives. Ces groupes n'ont pas non plus pour but de prendre le contrôle des luttes, de les diriger, comme certains groupes gauchistes se proposent de le faire. Nous pensons au contraire que ces structures doivent défendre les mouvements contre les individus et organisations qui chercheraient à saper leur autonomie. Partis politiques, syndicats réformistes, groupes fascistes, organisations autoritaires; voilà les ennemis qui menacent nos luttes et tentent de les utiliser pour leurs propres bénéfices.

L'organisation participe aux luttes par l'exemple, le conseil et le dévouement de ses membres. Notre énergie va vers le développement de la lutte et cherche sa victoire en utilisant des moyens qui favorisent la participation de toutes et tous. Au delà de la victoire nous considérons que le déroulement même d'une lutte a des vertus émancipatrices. La force démultipliée d'une organisation au service des luttes et des mouvements renforce d'autant plus nos chances de gagner.

## Conclusion

Le débat sur l'organisation agite les mouvements sociaux et politiques depuis toujours et nous ne prétendons pas réinventer la poudre ou trancher le débat. Nous tirons néanmoins un constat: Le mouvement révolutionnaire manque de structures organisationnelles et de connexion avec la population. L'organisation n'est pas une solution magique et pose des problèmes intrinsèques qui sont discutés de longue date, mais elle nous paraît être la meilleure solution dans le contexte actuel. Il semble inévitable qu'il faille construire ce pont entre le mouvement révolutionnaire et les nouvelles personnes qui s'engagent dans la lutte. Notre objectif actuel est de participer à cette structuration, en proposant nos réflexions, en aidant à la coordination de notre mouvement, et en étant actifs sur les fronts de luttes.

# MAIS POURQUOI TU COURS ?

## Beneri

*À l'approche du premier mai 2023, il nous paraît opportun de republier cet article paru après la manifestation de l'année dernière.*

**L**e premier mai anticapitaliste 2022 a montré de façon criante les limites de nos manifestations offensives. C'est une bonne chose que des camarades aient pu frapper certaines cibles symboliques, mais c'est un vrai problème que ces attaques sifflent la fin de la manifestation au lieu d'en relancer l'élan. Il faut donc se poser la question de nos moyens, de nos choix tactiques et de nos capacités collectives.

Soulignons d'abord que ce n'est pas la casse qui provoque la dissolution de la manifestation. Certaines personnes quitteront toujours un événement devenant plus offensif, mais ce n'est pas tellement le cas ici ou très marginalement. On peut considérer que l'essentiel des camarades présents savent où ils mettent les pieds et donc à quoi s'attendre. De même, la présence policière massive, collant parfois de très près le cortège, n'empêche pas la tenue de l'évènement (cf. manif du COBP de 2022). Le moment fatidique arrive avec l'usage des lacrymos.

Pour une raison difficile à comprendre, la fumée qui pique semble instiller une terreur sans nom au milieu montré-lais. Le gaz est certes très inconfortable et peut devenir un vrai problème pour certaines personnes qui y sont plus sensibles, mais ce n'est vraisemblablement pas le cas de tout le monde et leur utilisation dans d'autres pays ne provoque pas les mêmes réactions. Le gaz y est d'ailleurs souvent plus concentré et utilisé plus généreusement. Le problème vient donc vraisemblablement d'un manque d'entraînement et de solidarité collective. Je pense qu'on peut identifier plusieurs facteurs imbriqués ; la peur du gaz et de ses effets, la peur de l'arrestation, la panique collective/mouvement de foule et la culture locale.

## Je cours parce que tu cours...

La peur du gaz et de ses effets semble de prime abord tout à fait rationnelle. Il est normal de chercher à s'extraire d'une situation douloureuse ou inconfortable. Cependant, cette peur de la douleur ou de l'inconfort est largement disproportionnée. Le problème de ce phénomène c'est qu'il agit comme une prophétie autoréalisatrice. Chacun·e sait que les effets des gaz ont tendance à s'aggraver avec la peur ou le stress, notamment pour les personnes qui n'y sont pas habituées. Le fait de chercher à s'extraire à tout prix du gaz renforce paradoxalement ses effets en contribuant à des phénomènes de panique collective. Par ailleurs, en cherchant à sortir par tous les moyens de la zone, on en vient à faire de mauvais choix tactiques individuellement ou collectivement. Certain·e·s choisissent de quitter la manifestation en petits groupes, en s'illusionnant sur le fait qu'ils pourront la retrouver un peu plus loin. Dans les faits, le comportement se propage et les appels lancés au hasard à se rassembler ailleurs ne servent qu'à camoufler la débandade. Il me semble nécessaire de changer radicalement cet état de fait.

« *Quand ça pète, c'est chacun pour soi et on verra après...* »

Tout d'abord, c'est une bonne chose d'attirer l'attention de la manifestation sur ce que font les policiers, mais crier qu'« ils gazent » semble avoir l'effet inverse de ce qui est souhaité. Avant même de voir les palets rebondir sur le sol, un vent de panique parcourt le groupe et les moins aguerris·es commencent déjà à courir. Il faudrait trouver une solution pour ne pas renforcer indirectement l'efficacité des attaques policières. Peut-être serait-il bon de ponctuer ces appels d'encouragement à ne pas paniquer, à rester grouper et à ne pas courir!

Lorsque les capsules sont au sol, plutôt que de chercher à s'en éloigner, il devrait être une pratique commune de les éloigner de la manifestation, voire de les retourner à l'envoyeur (les flics à vélo n'avaient pas de masques et semblent avoir été pas mal incommodés par les gaz). Actuellement, si certaines personnes ont bien tenté de les éloigner, la plupart des tentatives observées revenaient souvent à éloigner les capsules à coups de pied vers d'autres endroits de la manifestation, même si ce n'était pas l'objectif. L'intention de ces camarades est bonne mais leur initiative est rendue très compliquée par le fait que la manifestation commence déjà à se disloquer, que l'endroit à protéger devient flou et qu'ils risquent de se retrouver isolé·e·s.

Une fois que le gaz commence à se répandre, invitons les plus paniqués d'entre nous à prendre une seconde pour analyser la situation. Est-ce que le gaz est vraiment si inconfortant

que ça? Est-ce que les policiers se rapprochent vraiment trop près? Ont-ils l'air de cibler des personnes ou de se préparer à faire des arrestations? Ont-ils l'air de chercher à mettre en place une souricière? Si aucune de ces conditions n'est remplie, se mettre à courir ne peut qu'aggraver la situation. Alors on s'accroche à son binôme, on reste groupé, on suit la bannière de tête et on essaye de rester calme pour ne pas aggraver les effets du gaz. La fuite par petits groupes est une solution individualiste à un problème de sécurité collective.

Il est bien sûr parfois nécessaire de courir, mais là encore, pas besoin de se lancer dans un sprint paniqué si les flics ne nous collent pas aux basques. Dans la plupart des cas, il suffit de trotter quelques dizaines de mètres pour sortir d'un nuage trop dense ou pour se mettre hors de portée de l'anti-émeute. Ne pas courir trop vite contribue aussi à conserver la cohérence de la manifestation, à ne pas abandonner les camarades moins rapides et à éviter le ciblage des gens isolés.

## Mais... moi je cours parce que TU cours...

Les risques d'arrestation ont été évoqués plus haut, mais il semble important d'y revenir plus précisément. Cette peur est bien plus légitime que la simple crainte du gaz. Se faire attraper peut avoir des conséquences graves pour la vie des camarades, spécialement si iels ont mené des actions offensives ou judiciairement condamnables. Ici encore il semble que la solution choisie par toutes et tous est de chercher à s'en sortir tout seul, ou avec son petit groupe.

Il faut rappeler que les flics cherchent actuellement à cibler certaines personnes mais plus rarement le groupe dans son ensemble. Or, en se mettant à courir de façon déraisonnée on facilite leur travail; des personnes et des petits groupes se retrouvent isolés, se changent comme iels le peuvent, sans aucune protection, avec le risque omniprésent de se faire arrêter pour les moins rapides ou les moins discrets. Ceci offre des opportunités pour les policiers, que la personne ait fait quelque chose ou non. La plupart du temps les charges de l'anti-émeute ne servent justement qu'à nous faire courir ou reculer. Étant donné leur équipement, ils ne tenteront pas de nous suivre longtemps; leur tactique consiste essentiellement à nous faire peur en criant « Bouh! ».

La solution est cependant plus complexe pour résoudre cette question de la peur de la police et de l'absence de confiance entre camarades. Il s'agit d'apprendre à travailler ensemble pour développer cette solidarité qui manque cruellement. Il est aussi nécessaire de se former collectivement à agir en groupe pour qu'une masse critique de personnes se connaissant et ayant l'habitude, empêche nos manifestations de devenir une course au « chacun pour soi ».



# PREMIÈRE LIGNE

revue communiste anarchiste révolutionnaire

[premiereligne.info](http://premiereligne.info)

**OSER LUTTER**

**OSER VAINO-CRE**



## On devrait arrêter de courir alors ?

Il faut donc ici parler de la question de la panique collective et des mouvements de foules. On a vu que ces manifestations étaient l'occasion de comportements irrationnels (peur du gaz, des arrestations etc.) qui provoquent par la suite une forme de panique collective. Selon moi, il s'agit ici du danger principal dans nos manifestations, avant la police et ses armes. Nous ne devrions pas être surpris-es par la brutalité policière, par les arrestations et les procès. Tou-te-s les militant-e-s révolutionnaires connaissent ces risques ou les ont vécus. Néanmoins, la plupart d'entre nous avons commencé à nous impliquer avec l'idée que la force collective était le moyen de faire changer les choses. Or, ces moments de délitements individualistes viennent frapper de plein fouet le beau mythe de la solidarité dans nos mouvements; quand ça pète, c'est chacun pour soi et on verra après. Pour de nouvelles personnes, ce constat peut les dégoûter définitivement de s'organiser avec nous. Ce problème devrait en soi nous encourager à trouver des solutions mais il n'est malheureusement pas le seul.

Un mouvement de foule provoqué par la panique peut être particulièrement dangereux et difficile à arrêter. La taille de la manifestation fait que le danger reste limité dans notre cas et ne devrait pas provoquer de morts. Néanmoins, il n'est pas difficile d'imaginer que de graves blessures soient occasionnées par ces mouvements de personnes cherchant à fuir les gaz et/ou la police: bousculade faisant chuter les gens, piétinement des personnes tombées au sol, sans compter les dangers inhérents à la circulation.

Il est très difficile d'arrêter ces mouvements de panique une fois que le phénomène se répand dans le groupe. Chacun en a fait l'expérience, ça commence par quelques personnes qui courent ou crient et bientôt la panique se répand comme une

vague à travers le groupe au point que même les personnes ayant la tête froide sont obligées de courir ou de se retrouver isolées (participant par là même à la reproduction du phénomène). Il est essentiel de chercher à stopper cette panique dans l'œuf. Il faut rattraper ou rappeler au calme nos camarades qui paniquent et les faire revenir à la raison. Il faut s'abstenir de courir le plus longtemps possible et appeler régulièrement le monde à rester calme, groupé et solidaire.

## ...Moi j'ai pas confiance...

Il faut ici pointer le problème sous-jacent à tout ce qui a déjà été soulevé: le manque d'une culture de résistance collective qui encourage des comportements solidaires. Il est tout de même incroyable que, dans une ville qui compte autant de militant-e-s révolutionnaires, une meilleure coordination ne soit pas possible. Le manque de pratique y est sans doute pour quelque chose, les manifestations offensives ne sont pas si fréquentes au cours de l'année, mais le problème demeure. Le travail mené par certains groupes pour organiser ces moments est démesuré par rapport à la durée et à l'impact de l'évènement. Il est de la responsabilité de tou-te-s de faire le meilleur usage de ces dates que nous imposons au calendrier de nos ennemis; 20 minutes de casse dans le centre-ville ne devraient suffire à nous satisfaire, pas plus que la facilité déconcertante pour la police de faire cesser le problème. Loin d'en sortir galvanisé, je suis plutôt assailli par le sentiment d'une grande faiblesse collective. Les camarades excuseront cette conclusion qui tranche avec l'habitude d'autocongratulation post-manif, mais ce texte ne cherche pas à jouer le rôle d'un communiqué de presse. Il y a des problèmes et il serait important de s'y attaquer collectivement.



# TOUT LE MONDE DÉTESTE LES POUBELLES

## Berner

Lors de la dernière manifestation du 15 mars, nous avons observé certains comportements contre-productifs et potentiellement gênants pour tou·te·s les participant·e·s. On peut notamment penser aux jets de poubelles sur le passage de la manifestation, ou aux gens qui s'excitent et paniquent pour rien. Nous pensons que ces problèmes ont deux origines principales : la peur et le manque de formation. Ces deux éléments s'entremêlent, se croisent et s'agencent de façon différente chez les camarades auteur·trices de ces comportements, mais il s'agit de les adresser de front si nous voulons constituer une force collective combative et efficace en manifestation. Nous aborderons également un enjeu plus politique que tactique qu'il nous semble important de pointer.

## Les barricadiers du dimanche

Le premier point que nous voulons soulever est l'utilisation des poubelles et autre mobilier urbain pour ralentir les forces de l'ordre. Il est évidemment souhaitable de compliquer la tâche de la police. Tout le monde s'entend pour dire qu'empêcher les flics d'occuper les trottoirs est une bonne idée. Renverser les poubelles sur les côtés et rendre le terrain difficilement praticable est dans ce cas là tout à fait souhaitable et à encourager. Ce que nous ne comprenons pas, c'est l'attitude de certain·e·s qui décident de prendre tout ce qui leur passe sous la main et de le jeter dans la manifestation, avant même le passage de la banderole de tête. Il paraît assez évident que les personnes qui vont avant tout être ralenti·e·s, qui risquent de chuter ou de marcher sur le clou d'une palette, sont les manifestant·e·s que cette tactique est sensée aider.

Nous pensons que cette attitude vient d'abord du fait que les personnes ne se sont pas forcément posé la question et que tout le monde fait comme ça. Les camarades reproduisent les gestes habituels, par mimétisme, emporté·e·s par leur adrénaline plus que par leur raison. Il paraît assez évident

qu'il est beaucoup plus efficace de dresser des barricades derrière ou dans les derniers rangs de la manifestation que de risquer de faire trébucher ses camarades. Nous pensons qu'un nombre non négligeable de camarades ont peur de se faire cibler, mais aussi que certain·e·s agissent plus pour se faire plaisir et pour avoir l'air radical que pour des considérations tactiques.

« *Il est beaucoup plus efficace de dresser des barricades derrière ou dans les derniers rangs de la manifestation plutôt que de risquer de faire trébucher ses camarades.* »

Nous n'avons évidemment pas de problèmes avec le fait que les gens aient peur. Il est tout à fait naturel, et même plutôt sain de ne pas prendre ce genre d'action à la légère. Cependant, nous traçons la limite à commettre des actes inconsidérés qui engagent inutilement les autres militant·e·s. Les personnes qui ont trop peur pour attendre le passage de la manifestation pour dresser des barricades devraient s'abstenir purement et simplement. Cette façon de faire participe par ailleurs à créer une division entre les personnes qui mènent les actions et les personnes qui sont dans le cortège. Il est complètement contre-productif pour tout le monde de créer cette distance, et de donner l'impression au reste des gens qu'on s'en fout un peu de leur situation. Les camarades devraient réviser leur attitude à ce sujet et nous les encourageons à le faire pour que le milieu puisse maintenir des relations de franche camaraderie.

## La panique en manifestation

Nos manifestations sont souvent des moments de tensions importants ; il arrive donc que des personnes se laissent aller à des considérations tactiques ou politiques qui n'ont pas beaucoup de sens. L'adrénaline, la peur, le sentiment de force collective fait que les émotions de chacun·e sont à fleur de peau. Néanmoins, nous considérons qu'il est inacceptable de se laisser aller à hurler que la police va charger, ou qu'ils sont en train de faire une souricière. Si la charge arrive, la meilleure méthode n'est pas de recourir au « chacun pour soi », mais de se serrer les coudes entre camarades et de reculer en bon ordre. En ce qui concerne les souricières, il nous semble que cette pratique est largement abandonnée par le SPVM depuis un certain nombre d'années, il est donc encore moins acceptable de crier ce genre de choses. Les gens qui paniquent facilement devraient venir plus régulièrement en manifestation plutôt que de s'exciter ainsi. Ensuite, si les policiers essayent effectivement d'arrêter

l'ensemble de la manifestation, c'est les personnes chargées du trajet et de l'organisation de la manifestation qui seront les plus à même de voir ce qu'il se passe et de coordonner un mouvement en conséquence. Se mettre à hurler qu'on va tous se faire arrêter fait entièrement le jeu de la police, car ça participe à disloquer et disperser la manifestation si la panique s'empare du groupe. Or, on sait très bien qu'actuellement nos manifestations ne résistent pas à beaucoup plus qu'une grenade lacrymogène, alors qu'il semble que la hausse fulgurante de cette tactique de la police de Montréal cherche surtout à nous disperser pour mettre fin à la manifestation. Quand bien même la manifestation entière se ferait arrêter, le nombre reste notre force et permettra de couvrir les camarades qui doivent se changer ou abandonner du matériel.

## Les joueurs de pelote

Cet élément n'est pas le principal, mais à toutes fins utiles, il semble bon de rappeler à quoi servent les projectiles divers en manifestation. Lancer un caillou sur une vitre de banque, ainsi que sur la plupart des commerces, ne sert à rien dans la plupart des cas. Les projectiles rebondissent sans peine sur les vitres renforcées ou blindées. Ce ne serait pas dramatique si les rebonds n'étaient en soi un problème. Les camarades qui auraient envie d'aller s'en prendre de façon correcte à la cible (marteau, masse, etc.) ne peuvent faire ça en sécurité si des d'autres caillaient le bâtiment. De façon plus générale, la plupart des camarades qui ont de l'expérience en manifestation ont vu ces rebonds frapper d'autres manifestant·es. Ajoutons que ce sont souvent les mêmes personnes qui lancent ces projectiles depuis l'intérieur de la manifestation, derrière plusieurs rangs de personnes. Si nous ne manquons pas par principe de confiance vis-à-vis des camarades, nous avons cependant souvent vu ces tirs toucher un·e autre manifestant·e.

Le caillassage est par contre tout à fait utile si utilisé correctement. Son but principal est de harceler les forces de l'ordre et de les maintenir à distance. Si on comprend qu'il soit plus risqué de cibler les policiers, ceux-ci risquent de répondre et d'essayer de t'arrêter, plutôt qu'une vitrine, le choix de faire l'un ou l'autre ne devrait pas être le critère déterminant. Avant de te décider à lancer ton caillou pour te faire plaisir, demande-toi si tu ne risques pas de toucher un·e camarade (rebond compris), si tu es dans une bonne position pour le faire et s'il ne vaudrait pas mieux cibler la police.

## Ça parle fort et ça ne fait rien

Il semble aussi que de jeunes camarades n'aient pas vraiment compris le concept derrière le fait de se changer après les manifestations. Après la dispersion de la manifestation devant le métro Vendôme nous, qui avons trouvé le moyen de nous changer discrètement et de nous éloigner tout en prenant le métro, nous sommes retrouvés collés par

un certain nombre de camarades hirsutes, bruyant.e.s et à moitié changé.e.s. Non contents de n'avoir pas compris le concept de la discrétion quand on quitte une manifestation, ces personnes ont ensuite passé le trajet jusqu'à BERRI-UQAM à invectiver les flics présents dans la rame, à pousser des cris, et à être généralement si bruyant.e.s que les autres passagers en étaient gênés.

Il ne semble pas qu'à un seul instant ces personnes aient pris conscience d'attirer l'attention sur elleux alors que d'autres camarades qui auraient pu avoir de bonnes raisons d'opter pour la discrétion se tenaient non loin. Ce genre de comportement individualiste vient sans doute d'un manque de formation, mais il dénote aussi que la transmission du savoir et des pratiques ne s'est pas faite et qu'il va falloir régler ce problème.

## Les flics, tous des nazis ?

Enfin, et ce n'est pas le point le moins important ; au cours de cette même manifestation nous avons eu l'occasion de croiser une bannière qui a posé problème à un certain nombre de camarades et devrait toutes et tous nous questionner. Le slogan « SSPVM police politique » est un triste classique de nos événements à tel point que les gens ne semblent pas se poser la question de sa signification. On peut comprendre que des personnes peu politisées se retrouvent à scander de telles inepties et nous pouvons avoir une discussion à tête reposée avec elles. Néanmoins la présence de cette bannière en tête de cortège nous force à exprimer notre désaccord profond avec la signification de ces quelques mots.

Ce slogan d'apparence anodine revient en réalité à relativiser les crimes nazis, et notamment ceux de la SS. Nous ne pensons pas que quiconque de raisonnable oserait défendre que la police de Montréal soit aussi brutale que cette force militaire responsable de tant de massacres et de tortures. Nous savons bien que les gens cherchent l'hyperbole pour marquer leur rejet radical de l'institution policière. Mais ce faisant, on a l'air de prétendre que les flics de Montréal se comportent comme une force politique génocidaire et on relativise la spécificité de la Shoah et des crimes nazis.

Nous sommes tout à fait en accord avec l'imputation de crimes coloniaux aux corps policiers qui ont construit et construisent encore le soi-disant Canada, de la même manière qu'ils correspondent à une forme libérale des dispositifs de traque et de surveillance des personnes noires mises en esclavage dans les Amériques. Il est évident que les corps policiers ciblent, dans leur rôle de maintien de l'ordre, les personnes marginalisées. Différente de la force militaire, la police exerce la coercition et la répression de la société politique sur la société civile. Néanmoins, si l'on souhaite considérer que les corps de police de l'État canadien libéral mènent

présentement une politique génocidaire, c'est-à-dire l'extermination systématique de certains groupes sociaux par le meurtre de masse, nous, révolutionnaires, nous demandons bien quelle résistance sérieuse est construite pour y mettre un terme ! En plus de ne servir qu'à donner bonne conscience, l'abus de métaphores détourne d'une réelle stratégie de lutte pour l'abolition du colonialisme canadien, exigence fondamentale des luttes autochtones.

Nous n'affirmons pas que toute personne ayant crié ce slogan soit un.e ignorant.e révisionniste et antisémite. Cependant, ce slogan et la bannière font preuve d'ignorance révisionniste et antisémite. Les défenses du slogan reconduisent d'ailleurs cet antisémitisme à différents niveaux, en relativisant par toutes sortes de comparaisons, la mort systématique de millions de personnes juives. En plus de ça, pour toute personne qui connaît un peu le sujet, nous passons pour des idiots. Ce slogan détruit notre crédibilité politique et menace notre capacité à faire entendre notre rejet radical et rationnel de l'institution policière.

Pour toutes ces raisons, nous ne voulons plus voir cette bannière en manifestation et nous souhaitons que nos camarades cessent de reprendre ces slogans.

Nous espérons que ces quelques mots fourniront matière à réflexion, et nous sommes prêt.e.s à débattre des différentes considérations tactiques. De façon générale, nous considérons que les retours sur expérience de chacun.e ne peuvent que nous renforcer. Il s'agit de toujours faire mieux, en tout.

## Attaque antisémite

Le 28 mars dernier, une série de croix gammées ont défacés la synagogue Bagg Street Shul, doyenne des synagogues montréalaiseS. Nous actons ici notre mécontentement, voire notre colère, devant l'assourdissant silence de la gauche face à ces actions antisémites. Nous rappelons ici que Montréal a longtemps été la première ville juive au soi-disant Canada, lui même cinquième pays juif en terme de population. Ces actions, et le mutisme qui les accompagne, s'inscrit dans la longue et triste tradition de l'antisémitisme québécois. Rappelons que le Québec célèbre toujours, dans une relative indifférence, les noms d'antisémites comme Lionel Groulx et de Lucien L'allier. Rappelons que les nationalistes ont protégé le collaborationniste français Bernonville et ont fait obstruction à son extradition. Rappelons qu'Adrien Arcand, fondateur d'un parti nazi québécois, a pu être un journaliste de premier plan. Rappelons que, durant les *Days of Shame*, des docteurs ont fait la grève pour lutter contre l'embauche d'un médecin juif, et ont eu gain de cause ! Le Québec qui se souvient ne se souvient pas des juif-ves. Face à l'histoire d'un antisémitisme débridé, quelles alliances la gauche montréalaise a-t-elle formée ? Une attaque contre les juif-ves est un affront qui ne doit pas rester impuni. Nous devrions avoir honte des solidarités à géométrie variable de nos milieux. Trop de préjugés antisémites et d'indifférence traversent encore notre gauche. Nous affirmons ici notre solidarité avec la communauté juive et la synagogue Bagg Street Shul et appelons nos camarades au minimum de rigueur qui leur revient.

# LES CONTINGENTS ANTICAPITALISTES

Ana

## Un triste constat

Depuis quelques années, plusieurs collectifs anticapitalistes anarchisants ont appelé à former des contingents dans des manifestations et autres espaces propices à accueillir un discours plus radical. On peut penser aux traditionnelles marches écologistes de la fin septembre, pour lesquelles la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) a appelé à rejoindre un contingent anticapitaliste. On peut encore penser à la manifestation organisée par les ONG dans le cadre de la COP15 à *Tio'tia:ke* (Montréal) en 2022, dans laquelle la Coalition anticapitaliste et écologiste contre la COP15 avait organisé un bloc festif. Cette stratégie politique a aussi été utilisée à plusieurs reprises par le P!nk Bloc dans les dernières années, qui a appelé à former des blocs queers combatifs qui n'épargnent pas sur les paillettes et les slogans humoristico-dévastateurs pour le cis-hétéro-patriarcat.

Cependant, il semble difficile de considérer la majorité de ces initiatives comme des victoires. Alors qu'on retrouve généralement entre 200 et 400 personnes au sein des black blocs des manifestations radicales traditionnelles comme celles du 15 mars contre la brutalité policière ou du 1<sup>er</sup> mai anticapitaliste, les contingents atteignent présentement difficilement le seuil des 75 personnes. Si tout le milieu libertaire des environs marque d'un X son calendrier dès janvier et *call malade* 2 semaines d'avance lorsqu'arrivent le 15 mars et le 1<sup>er</sup> mai, pourquoi n'en est-il pas de même lorsque *les mêmes organisations* appellent à battre le pavé à d'autres dates de l'année? Le milieu révolutionnaire serait-il rendu conservateur? Serait-il si confortable dans ses petites habitudes qu'il verrait sa rage au ventre s'estomper avec la venue de la saison chaude? En tant qu'anarchistes qui défendons la pertinence de multiplier les actions directes et qui voulons voir notre mouvement grandir, nous constatons la grande pertinence de se saisir de ce genre d'opportunités.

## Pourquoi affronter les flics à 400, quand on peut le faire à 10 000 ?

Lors du 1<sup>er</sup> mai anticapitaliste en 2022, qui débutait au centre-ville, après quelques minutes de marche, bon nombre de vitrines de banques et de compagnies multinationales ont été attaquées. Les policiers ont alors envoyé quelques grenades lacrymogène, qui ont tout de suite poussé l'entière du bloc à se disperser. Fin de la manif!

« Si tout le milieu libertaire des environs marque d'un X son calendrier dès janvier et call malade 2 semaines d'avance lorsqu'arrivent le 15 mars et le 1<sup>er</sup> mai, pourquoi n'en est-il pas de même lorsqu'on appelle à battre le pavé à d'autres dates de l'année ? »

Ce qui fait la force des groupes les plus radicaux en Europe, et notamment en France en ce moment, ce n'est pas seulement le nombre et la détermination de nos camarades. Ces éléments sont à prendre en compte, mais l'élément majeur, c'est la présence des autres forces de gauche et de la population. Le black bloc repose soit sur une présence massive de militant·e·s radicales, ce que nous n'avons pas, soit sur le soutien, voire minimalement la tolérance d'une importante partie de la manifestation où il est présent. Au contraire, nos manifestations actuelles reposent sur le bon vouloir des flics, ces derniers seraient tout à fait capables de toutes et tous nous arrêter, ou pourraient à minima nous empêcher de partir. Il est aberrant de faire reposer la tenue de nos évènements sur l'espoir que les flics vont respecter le Droit bourgeois.

En s'organisant en contingent anticapitaliste dans des manifestations plus généralistes, on peut s'entendre pour y trouver deux axes positifs importants pour nos actions : la mobilisation et la tactique. La manifestation large peut servir de caisse de résonance à la diffusion de nos idées (matériel à distribuer, slogans, agitation-propagande) et par le fait s'adresser directement à des gens déjà mobilisé·es par la cause qui devraient rejoindre nos perspectives. S'organiser seulement de manière séparée entre anticapitalistes déjà convaincu·e·s ne fait que nous couper des possibilités d'influencer et de tisser des solidarités.

Au niveau tactique, il faut reconnaître qu'il est beaucoup plus sécuritaire de faire des actions au milieu d'une foule constituant une masse critique. Bien sur, cela implique de

comprendre les dynamiques de l'évènement et d'agir judicieusement, mais nous pensons que ces capacités à réfléchir l'action politique lorsqu'elle implique des milliers de personnes diverses devraient faire partie de notre pratique anarchiste. Évidemment, il faut s'attendre à ce qu'il y ait du conflit, mais celui-ci permet de faire voir publiquement les divergences entre les lignes politiques et les tactiques, ce qui a aussi un effet mobilisateur. En s'engageant dans ce processus moins évident au départ, on peut penser la manière de gagner la tolérance, voire le soutien des personnes mobilisées par ces enjeux.

Il nous faut réapprendre à exister dans des manifestations que nous n'avons pas organisées et où nous ne sommes pas la force principale. Ajoutons qu'actuellement l'organisation de nos manifestations empêche un large nombre de camarades expérimenté·e·s de prendre des tâches plus intéressantes car iels sont occupé·e·s à faire des trucs de base comme tenir la bannière et autres tâches élémentaires.

## Une nécessité politique

Il semble ici important de rappeler à quoi servent les manifestations. Ces moments revendicatifs sont des représentations d'une conflictualité potentielle, mais pas une fin en soi. Ceci ne veut pas dire qu'il n'est pas important de le faire. Cependant, il s'agit de le faire correctement, et aussi quand d'autres personnes que nous sont présentes. L'action politique doit être à la base de notre participation; elle peut inclure différentes tactiques contre des cibles ou la police, ou encore favoriser l'autodéfense de nos communautés. Il faut refuser de se désunir et de s'isoler.

Nous pensons aussi qu'il faut exister comme une force politique crédible dans les manifestations de gauche pour ramener à nous une nouvelle génération de militant·e·s, pour convaincre du monde que nous ne sommes pas une simple bande d'illuminé·e·s. Il faut être capable d'avoir du nombre et de peser dans le rapport de force de la manifestation. Être un·e militant·e révolutionnaire responsable devrait passer par le fait de participer aux actions du mouvement révolutionnaire, et pas seulement aux activités sociales périphériques. Aux manifs du 15 mars et du 1<sup>er</sup> mai, on croise des gens qu'on ne voit nulle part ailleurs tout le long de l'année, les camarades seraient-ils en hibernation perpétuelle?

Si les anarchistes n'arrivent pas à se lier aux personnes qui se mobilisent et travaillent en vase clos, le prochain mouvement social pourrait se faire sur des bases politiques qui ne sont pas les nôtres, loin des idées révolutionnaires. Notre incapacité à répondre de façon coordonnée à la crise de la Covid nous donne une idée de ce qui pourrait se passer si une telle situation se déclençait prochainement. Les militant·e·s anarchistes devraient avoir des réflexions stratégiques sur nos actions présentes dans le processus révolutionnaire.

Les contingents anticapitalistes sont un pas dans cette direction. Le 1<sup>er</sup> mai, on se voit dans la rue, et après on continue.

# VOCABULAIRE POUR LA SORTIE DU CAPITALISME

**Julien Lemay**

Il serait tout à fait malheureux que par insuffisance théorique, l'extrême-gauche anticapitaliste soit réduite à se guider dans l'action par les aléas de bandes qui testent des stratégies, plutôt sur la base – par ailleurs absolument nécessaire – de leur expérience de la lutte anticapitaliste qu'à partir d'une grammaire politique qui articule des concepts lui permettant de penser en profondeur son activité. Plutôt que de réactiver un vocabulaire traditionnel de l'extrême-gauche anticapitaliste – parti, peuple, prise de pouvoir, situation révolutionnaire – nous voulons dans cette série d'articles, prendre un pas de recul pour essayer d'aborder dans leur généralité les problèmes qui nécessitent de réviser notre vocabulaire. La terminologie relative à l'inscription d'un camp révolutionnaire dans l'histoire nous semble devoir être travaillée pour y décentrer le « grand soir » comme moment de bascule hors du capitalisme; celle relative à la prise de pouvoir doit se voir substituer un vocabulaire qui permette de penser à la fois l'empuancement du camp révolutionnaire et l'effritement du pouvoir capitaliste; finalement l'unité de l'organisation anticapitaliste et des personnes vivant dans des formations sociales capitalistes dans lesquelles elle s'inscrit aussi doit être pensée dans des termes qui permettent de l'articuler immédiatement avec les problèmes d'écologie.

Nous voulons donc discuter brièvement la question de la révolution anticapitaliste sous trois aspects: sa définition dans une théorie de l'histoire; son rapport à l'État et à l'organisation; et finalement ses implications quant aux conceptions qu'on se fait de l'humain et de « son » monde. Il faudra tolérer, pour des raisons d'espace, que notre exposition soit plutôt proclamatoire qu'explicative. Nous espérons revenir dans des numéros subséquents sur le détail de ce dont nous ne pouvons ici qu'esquisser les contours, à savoir des éléments pour une théorie de la pratique révolutionnaire anticapitaliste.

Le projet de toute révolution anarchiste ou communiste est en effet un projet de sortie du capitalisme. C'est-à-dire que la révolution est ce processus de sortie, pour une formation

sociale donnée, des rapports capitalistes. Penser la révolution, c'est donc penser les conditions et les modalités de la transformation d'une formation sociale en autre formation, où les rapports productifs ne reposeraient plus sur l'exploitation salariale du travail par le capital.

## I. La révolution comme événement, comme processus

La révolution est-elle le grand soir, ou s'étend-elle au-delà du moment où un État capitaliste s'effondre, jusqu'à la dissipation du capitalisme mondial et de tous les systèmes de domination? La révolution se produit-elle sur des bases qui lui seraient absolument immanentes, ou est-elle le résultat d'un développement qui la surdétermine? Ces questions se sont posées face à chaque événement historique qui a vu une formation sociale changer radicalement d'organisation politique à la suite d'un processus oppositionnel frontal avec l'ancien état des choses. On se dispute encore aujourd'hui à savoir si la Révolution française s'arrête en 92, à Thermidor, au directoire, à Napoléon ou à la Restauration. Les révolutionnaires sérieuses se sont investies de la mission de débroussailler le problème touffu de la transformation de la société au-delà du remplacement de l'État capitaliste, et des moments comme la commune de Shanghai ou la Glasnost, quoique de manières franchement différentes, posent cette question de la continuation de la révolution dans une société «révolutionnée».



« Penser la révolution, c'est donc penser les conditions et les modalités de la transformation d'une formation sociale en autre formation, où les rapports productifs ne reposeraient plus sur l'exploitation salariale du travail par le capital. »

Même dans l'avant du «grand soir», la question de son anticipation, de sa préparation et de sa mise au monde relance la théorie sur des voies divergentes. D'une part, on peut tâcher de partir de la révolution comme événement, auquel cas on s'intéressera au détail de la rupture anticapitaliste d'une formation sociale comme moment dont la singularité a des exigences propres: les forces en présence, leur activité dans le détail, ce qui précisément incapacite l'État. D'une autre, l'émergence dudit moment dans un processus historique qui concerne la formation sociale qui est sujet de la révolution peut être l'objet de la théorie révolutionnaire, auquel cas la révolution se décentre (prise d'armes, renversement de l'État) et s'ouvre à accueillir comme les siennes des considérations qui l'excèdent (conjuncture économique, conflits géopolitiques, «niveau d'intensité» de la lutte des classes dans les cycles de mobilisation précédents, autres forces politiques organisées). En effet, selon qu'on soit «pris dans l'événement» ou qu'on soit «entraîné-e dans un processus», on ne met pas exactement de l'avant les mêmes imaginaires de la contestation, de la transformation sociale, de l'histoire politique. Dans leurs versions caricaturales, la première approche sera une théorie insurrectionnelle qui réfléchit la prise de pouvoir ou sa destitution – dans son détail et sa forme, ou dans la poésie – sans réfléchir leurs conditions de possibilité; la seconde sera une théorie mécaniste où tel ou tel aspect des formations sociales concernées doit dans son développement produire l'insoutenable par lequel elle craque et passe à autre chose que le capitalisme. La première s'associe aux pratiques fautives de l'aventurisme, de l'insurrectionnalisme despotique (Blanqui) ou naïf, ou à d'autres formes de volontarisme; la seconde au réformisme-révolutionnaire, à la préfiguration désincarnée ou au lobbyisme de gauche quand elle se trouve dans l'opposition, et en position de pouvoir, au développementisme (Boukharine, Deng) ou à d'autres formes d'adventisme des rapports communistes.

Les deux approches sont, à notre connaissance, pour le moment incommensurables, et doivent s'inscrire, dans le cadre de notre pratique théorique, dans une dialectique de la diachronie et de la synchronie de la révolution. (Diachronie: en succession dans le temps; synchronie: en coprésence dans un même temps.) C'est-à-dire qu'il s'agit pour penser la

révolution comme moment, de la penser en rapport à ce que nous avons maladroitement appelé la révolution comme processus, et inversement. Leur unité contradictoire est la révolution dans l'histoire (si tant est qu'une telle dialectique de la diachronie et de la synchronie serait d'importance quant à l'histoire – nous recevons par ailleurs toute réflexion divergente sur l'histoire qui vise à servir la pensée révolutionnaire et la pratique politique anticapitaliste), laquelle se demande à la fois combien de barricades, à quelle distance les unes des autres, et quel discours est mis de l'avant par les écologistes modérés dans les cinq dernières années ou quels sont les dernier gains qui ont pu être faits par les mouvements syndicaux. D'ailleurs, selon qu'on s'en saisisse dans une succession ou dans une relative simultanéité, chacun de ces exemples gagne à être abordé des deux manières. Monter une barricade est après tout un processus (qui implique une succession dans le temps: s'être préparé-e-s à plusieurs, rassembler les matériaux, les assembler, etc.), même si une « nuit des barricades » est indéniablement ce qu'on appellerait un événement. Penser dans sa concrétude une situation révolutionnaire obligerait à en sortir par des moments de décentrement (se dessiner son « environnement » historique,

le processus dans lequel elle s'inscrit); et penser la concrétude de notre inscription révolutionnaire dans l'histoire telle qu'elle se déroule impliquerait de l'incertitude qui nous arrache à des chaînes de causalité (où les « tendances » d'un processus sont soit mises en cause, soit établies pour correspondre à la singularité de l'événement).

Nous espérons que des recherches sur la notion d'événement à l'extrême-gauche nous indiqueraient peut-être des voies de sorties à des pratiques « mouvementistes », et des pistes pour mieux comprendre le rapport de l'action anticapitaliste au mouvement social (ou à son absence). Nous pensons aussi qu'un regard sévère sur les croyances acritiques dans le Progrès et ses vertus, ou toute autre forme de positivité historique (particulièrement pour le XIX<sup>e</sup> siècle, partagées par des communistes et des anarchistes) donnerait lieu de réhabiliter l'étude politique des formations sociales comme processus sans eschatologie quiétisante (les masses sont pacifiées, on ne peut rien faire qu'attendre la fin du monde; ou encore, il n'y a plus rien à faire, le parti nous guide vers le triomphe du communisme international, et amène la fin de cette préhistoire qu'est la société de classe).



## II. L'État, la révolution et les révolutionnaires

*«De l'idée blanquiste que toute révolution est l'œuvre d'une petite minorité dérive automatiquement la nécessité d'une dictature après le succès de l'insurrection, d'une dictature que n'exerce naturellement pas toute la classe révolutionnaire, le prolétariat, mais le petit nombre de ceux qui ont effectué le coup de main et qui, à leur tour, sont soumis d'avance à la dictature d'une ou de plusieurs personnes. L'on voit que Blanqui est un révolutionnaire de la génération précédente.»*

- F. Engels, «Le programme des émigrés blanquistes de la Commune», in, n° 73, 26 juin 1874

Engels mentionne la dictature communiste que projette Blanqui comme une étape dépassée de la stratégie révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, à la dictature du groupe qui s'est accaparé le pouvoir par les armes, Engels oppose le concept marxiste insuffisamment développé de «dictature du prolétariat». La stratégie marxiste ne cesse pas d'être l'utilisation du pouvoir d'État pour dilapider la bourgeoisie; seulement, l'oxymore «dictature du prolétariat» donne à penser, si on en comprend l'ironie, que cette domination de classe sur la société ne peut prendre la forme de la domination capitaliste – comme la domination féodale de la noblesse sur la société médiévale prenait une forme différente de la domination bourgeoise sur la société capitaliste. Qu'est-ce en effet que la «dictature» du «peuple»? De la même manière que le passage du féodalisme au capitalisme s'est accompagné d'une transformation du pouvoir d'État, le passage au communisme (société sans classes et sans État) n'est concevable sans transformation de la machine d'État. Il nous semble que même les tenant·e·s de l'État dans la sortie du capitalisme doivent difficilement pouvoir croire que les prolétaires y désigneraient leurs représentants pour assurer les pouvoirs exécutif et législatif dans les mêmes structures que celles dans lesquelles l'État capitaliste fonctionne. Lénine a théorisé une forme de cet État révolutionnaire, dans laquelle la démocratie confisquée aux bourgeois se déroule presque entièrement dans le grand parti des prolétaires. Cette voie telle qu'investie historiquement a tendu à confisquer aussi la démocratie aux larges masses, et à produire une classe de bureaucrates dont on peut douter qu'elle représentait en tout point des intérêts prolétariens. En fait, les léninismes au pouvoir, comme stratégies politiques du maintien du pouvoir d'État entre les mains de l'avant-garde du prolétariat, se rapprochent ironiquement de cette dictature des communistes que Blanqui appelait de ses vœux, et si c'est cela qu'est la «dictature du prolétariat» évoquée par Marx, on ne peut plus comprendre la différence qu'établissait Engels entre celle-ci et celle-là.

On devra s'assister d'autres intuitions marxistes et non-marxistes pour éclairer nos réflexions. Il est bien connu que commentant la commune de Paris, Marx avait adopté une posture critique de l'État révolutionnaire; et les critiques anarchisantes de l'État ne se résument certes pas à des

négations simples, du moins pas sans tentative d'adresser de bonne foi les difficultés encourues. Nous appelons par ailleurs les camarades qui souhaitent investir la question de l'État capitaliste et travailler à identifier des points d'unité conceptuelle à nous soumettre ce qui leur paraît pouvoir être d'intérêt en ce sens.

« Nous espérons que des recherches sur la notion d'événement à l'extrême-gauche nous indiqueront peut-être des voies de sorties à des pratiques «mouvementistes». »

Ici et présentement, il nous faut faire apparaître un vocabulaire malheureux d'être provisoire: celui de parti et d'État. Nous utilisons les termes raturés pour désigner ce qui doit remplacer dans leur rôle ces concepts, et dont la forme est incertaine: le parti est la fonction de la part transformant activement la société sur elle-même et sur le monde afin de gagner en puissance – c'est «qui a pris le parti du communisme»; l'État est la fonction de la société révolutionnaire à son propre endroit par laquelle elle est souveraine et se dirige dans l'histoire. (Nous sommes tout à fait conscient·e·s que de nouveaux concepts n'occuperont pas la même place que ceux auxquels ils se substituent, mais en l'absence de concept précis, absence de «lieu» précis du concept.) Dans un moment révolutionnaire, les formes dans lesquelles vont se cristalliser les moyens de continuer, pour la société civile, d'agir sur elle-même et de s'en rendre responsable, constitueront si nous gagnons notre pari anarchiste un post-État, un non-État, un État. Il s'agit d'identifier ce qui particulièrement est insoutenable de l'État capitaliste, et ce qui est incompatible avec le genre de formation sociale que l'on veut voir naître durant le moment révolutionnaire, et remplacer par des propositions positives (sans trop espérer anticiper absolument sur la transformation en acte de la société) nos critiques de principe sur l'État. À travers tout le processus de transformation post-capitaliste de la société se poseront des problèmes de souveraineté, de démocratie et de répression. Si nous voulons atteindre le communisme, il importe de ne pas voir la révolution comme la prise de pouvoir et le modelage d'un État qui doit accoucher d'une société sans classe sans se transformer à travers un processus largement impossible à prédéterminer, mais qu'on ne peut que perdre à ne pas réfléchir. Qui plus est, ce «nous» depuis lequel nous parlons n'a pas une forme si certaine. Il semble improbable qu'un «parti» au sens traditionnel d'organisation structurée et hiérarchisée soit à même de former à lui seul le camp majoritaire dans une situation révolutionnaire; il est néanmoins indéniable qu'une quantité significative d'individus devront pour qu'il y ait révolution «prendre

son parti», et que pour mener à bien son projet, elle doit recourir à des formes d'organisation qui lui permettent de neutraliser ses ennemis (politiquement, dans les communes naissantes; militairement dans les zones à défendre). La mesure dans laquelle cette organisation est formelle, organique, intentionnelle, de fortune, la part du nécessaire et du contingent, tout cela donc restant relativement incertain, nous recourons au concept de *parti* pour désigner ce camp social organisé pour transformer la société capitaliste. Une formule comme «le *parti* doit se saisir du pouvoir de l'État pour en faire un État dans un processus qui doit les voir tous deux (*parti* et État) disparaître» donne au moins très bien à voir les zones d'ombres dans un programme minimal de transition socialiste sceptique du parti et de l'État.

« *Les léninismes au pouvoir, comme stratégies politiques du maintien du pouvoir d'État entre les mains de l'avant-garde du prolétariat, se rapprochent ironiquement de cette dictature des communistes que Blanqui appelait de ses vœux.* »

### III. Par-delà la révolution comme humanisation du monde et de l'humain

Le passage au communisme de certains jeunes hégéliens allait d'un humanisme athée, c'est-à-dire que le «renversement» matérialiste de la dialectique hégélienne était saisi comme un passage de l'explication théologique du monde et de l'humain à une explication anthropologique des idées et de Dieu. Or, dès 1844, Marx est catégorique sur le fait qu'on ne peut atteindre à une idée de l'essence humaine qui ne soit plongée dans l'époque qui la produit, et que le programme feuerbachien de sortie d'un même geste des rapports humains faussés par la domination politique et de la fausse conscience (religieuse) n'allait pas exactement de soi. Marx ne dépasse néanmoins pas par lui-même en tout point un programme dans lequel l'humain se réunirait avec son essence dont il s'est aliéné dans l'histoire comme histoire de la lutte des classes, quoi que certain·e·s aient voulu trouver chez lui les pistes d'un tel dépassement. Pour le communisme du XIX<sup>e</sup> siècle, le propre de l'humain est de produire ses conditions d'existence, et conséquemment la figure de l'ouvrier, qui plus que quelque autre travailleur dans

l'histoire participe d'une classe qui a le potentiel de résumer à elle seule cette production de l'homme par l'homme (ainsi que la langue de l'époque en parle), est parfois posée comme sujet par excellence de la révolution anticapitaliste et de l'émancipation finale de l'humain.

Nous voulons recourir, s'il s'agit d'investir la thématique philosophique de l'humain en général, à une dialectique qui ne présuppose pas d'une essence transcendante de l'humain et d'un sens de l'histoire, mais qui sert à partir des conflits réels à informer une voie de les dépasser. La problématique de notre époque nous semble néanmoins bel et bien être celle du Capital et du Travail; seulement il faut s'arracher à tout ce discours malheureux porté par les éléments les plus caricaturaux de la tradition marxiste-léniniste dans lequel «l'Ouvrier» concentre et résume les contradictions de son époque. Évidemment, le nerf de la guerre pour un programme anticapitaliste, c'est la production, et sa socialisation est la clef de voûte de beaucoup de transformations de fond qui excèdent ce que le capitalisme reconnaît comme des secteurs productifs. Or, la contradiction entre ce qui sous le capitalisme apparaît comme des rapports reproductifs et des rapports productifs ne se résume pas (n'a même pas grand-chose à voir) avec des mots d'ordre tels «ouvrier, prends la machine». Ainsi les conflits traditionnels de la théorie communiste (ville/campagne, premier-second/tiers mondes, nations majoritaires/nations minoritaires), et beaucoup de conflits objectifs qui apparaissent aujourd'hui et qui les recourent en partie (straight/queer, blanc/non-blanc, neurotypique/neurodivergent) ont une autonomie relative de la contradiction Capital/Travail, et la révolution anticapitaliste, si elle est une condition nécessaire de leur résolution (ou de leur évolution en d'autres contradictions moins antagonistes), n'en est pas une condition suffisante.

On comprend mieux comment le problème de la révolution anticapitaliste, celui de la fin de l'histoire, et celui de la disparition des différences entre les humain·e·s en sont devenus un seul quand on connaît les habitudes de pensée qui ont régi à leur formulation dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle. Le conflit social est saisi dans leur tradition comme la contradiction entre des termes qui forment un couple contradictoire. La résolution du conflit se fait par la transformation des termes l'un par l'autre. Bien que dans une perspective matérialiste, les contradictions, plutôt qu'être l'expression d'une totalité essentiellement non-contradictoire où elles s'annulent ou s'annuleront, sont autant de déséquilibres dans un tout social complexe et décentré, on ne pense pas moins la sortie d'une situation contradictoire (disons entre les hommes et les femmes dans la famille hétéropatriarcale) comme l'abolition de la différence dans le rapport qui est lieu d'un antagonisme. Ainsi, les conflits sont des antagonismes produits par la structuration de la société, et leur résolution implique un dépassement de la situation conflictuelle (ce dépassement provient traditionnellement de la part dominée). C'est dans ce genre de réflexions qu'on voit le mieux l'inquiétude de droite à l'endroit du communisme comme hégémonisation de la société: plus de différence, plus de conflit. Marx parlait explicitement de la fin de la division sociale du travail comme état de société communiste). Ce sur quoi il faut être

absolument clair est que si nous voulons continuer à réfléchir ainsi, il faut largement réduire la foi qu'on peut avoir qu'un conflit qui semble affecter tous les autres voit dans sa résolution la condition suffisante à la résolution de tous les autres.

C'est particulièrement le cas de la contradiction entre l'être humain en tant qu'il vit en société et l'être humain en tant qu'il vit en écosystème. Les contradictions sociales (Capital-Travail; Travail productif-Travail reproductif; Pays impérialistes-Pays dominés par l'impérialisme) ne sont pas essentiellement distinctes des contradictions de la société et du monde où elle s'établit. En effet, l'opposition nécessaire à poser pour la résolution du problème écologiste n'est pas à notre sens celle de l'industrie à l'environnement, du bûcheron à l'arbre, du plastique à l'océan, mais bien une opposition interne à l'industrie, qu'elle soit entre la production et les ressources ou l'activité productive et la qualité de

vie. On peut néanmoins tout à fait concevoir que la simple résolution de la contradiction capital-travail ne garantit pas en elle seule la transition écologiste.

La position écocommuniste qu'il nous semble falloir négocier est 1) critique des idéologies « du vivant »; 2) critique des réductionnismes technicistes ou économicistes de droite comme de gauche; 3) immédiatement tournée vers les problèmes du passage concret et vraisemblable de l'état de fait capitaliste à des états de fait non-capitalistes.

1) Critique des idéologies « du vivant » en ce sens que s'il est vrai que nous partageons ce monde avec d'autres formes de vie qu'on ne peut déconsidérer, et que l'intégration de certaines d'entre elles comme détenant une espèce de « statut politique » puisse sembler régler des problèmes d'éthique animale et de politique écologiste, nous ne connaissons pas de manière de faire de la politique avec des choses et



d'autres vivants sans que «de l'humain» ne soit son support (un·e avocat·e qui défendrait une montagne en cour; des règlements sur lesquels on s'est entendu·e·s en collectivité sur la gestion de la faune urbaine). Notre unité avec le vivant ne concerne que nous, et notre «solidarité» avec lui nous semble une humanisation idéologique d'un objet qui n'a rien demandé. La préservation de quelque lande ou quelque marécage ne devrait pas reposer sur la sympathie qu'on a pour la boue, mais sur la connaissance qu'il est préférable de ne pas saccager l'espace où prolifèrent tel ou tel phénomène qui remplit tel ou tel rôle dans un écosystème déterminé qui influe sur nous.

2) Il va sans dire qu'entretenir un rapport purement instrumental avec notre environnement est délétère, parce qu'on méconnaît ainsi ce qu'on prend pour la «nature». Il faut reconnaître que le geste de naturalisation de l'humain qui pourrait être concomitant à des slogans tels «nous sommes le vivant qui résiste» et autres, lance la subjectivité qui pose comme son objet «la nature», «les ressources naturelles», etc., sur une voie qui l'amène à se questionner quant à la mesure dans laquelle cet objet, de toutes sortes de manières, agit en retour sur le sujet qui la pose. Nous dirons provisoirement, et en conscience que plus de réflexions sont nécessaires, qu'il nous semble plus sage de considérer la nature comme objet que l'humain produit en dégageant les lois du monde, et l'humain comme sujet aux lois qu'il observe dans le monde qu'il réifie que l'inverse, d'attribuer à la nature des attributs humains (par exemple des droits, des intérêts, etc.) et de se concevoir comme objet de sa vengeance (en l'espèce des catastrophes climatiques). Nous espérons que les camarades qui ont entamé la question de la technique voudront bien se prêter au jeu de discuter des stratégies écologistes antipositivistes dont pourrait se saisir un mouvement d'émancipation populaire.

3) Car c'est ce qui importe finalement, qu'une écologie révolutionnaire, comme une théorie politisée de l'histoire et une théorie informée de l'État, serve le mouvement révolutionnaire.



Notre esquisse de programme pour une recherche théorique actuelle sur le problème classique de la sortie du capitalisme et de l'entrée dans ce qu'il faut bien se résoudre à appeler communisme n'a pas la prétention d'être exhaustive. Un tel programme ne saurait d'ailleurs se suffire à lui-même. C'est parce que les camarades qui réfléchissent des cas historiques, des questions de stratégie et des enjeux de l'être-ensemble d'extrême-gauche sont à même d'avancer des propositions dans les champs qui les intéressent que notre entreprise est même simplement possible. Les problèmes traditionnellement associés à la philosophie de l'histoire, à la philosophie politique et à l'anthropologie philosophique ne prennent leur sens qu'au contact d'autres pratiques théoriques et politiques. En effet, c'est parce que tel zine, tel article, telle action fait telle proposition qui semble difficile à articuler à telle autre à laquelle on voudrait aussi donner raison qu'il peut y avoir ouverture sur ce que l'on appelle parfois de manière pédante dans le monde anglo-saxon «high theory».

Sans prétendre à débattre sur le terrain académique, nous croyons que la prise en main sinon de théories complexes, de problématiques qu'elles concernent peut aider grandement l'autonomie du milieu, particulièrement son autonomisation de l'apparence d'érudition qui provient de la démographie majoritairement étudiante qui l'anime, pour substituer à l'hégémonie de la confusion un débat sur les idées auquel peuvent prendre part toutes les militantes de base. Il va de soi que le débat concret entre militant·e·s ne portera habituellement que très marginalement sur des questions de théorie aussi abstraites puisque nos instances servent l'activité militante et non l'autonomie de la théorie; il ne peut néanmoins pas faire de tort qu'on tâche de se saisir desdites questions – à plus forte raison si l'on veut en dire autre chose que ce qui est et sera énoncé ici. Les questions concernant la théorisation de l'organisation politique ou la stratégie discursive en écologie animent d'ailleurs déjà nos espaces et la manière de régler les conflits de positions oscille entre l'habituel des positions minorisées, la menace de se retirer (à laquelle chacun·e, nous les premières, est réduite quand nulle communication n'est possible) et la discussion réelle, laquelle se butte plutôt à des difficultés conceptuelles qu'à des problèmes d'attitude. C'est afin d'encourager cette dernière voie que nous espérons entamer les palabres loin des instances et de leurs considérations, pour y mieux revenir.



# ÉBAUCHE À UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE

**Lev Gurwitsch**

## I. Premier constat

*La révolution n'advient pas. Si elle s'est réduite à l'état de rêveries dans l'esprit moribond de la révolutionnaire romantique, elle a quitté le champ des possibles pour celles trop lucides pour croire que le changement pourrait se réaliser. Nos actions donnent l'impression que nous avons capitulé, que le capitalisme libéral est effectivement sans alternative et que nous sommes condamné·e·s à des luttes locales, des défenses ponctuelles de causes ou de territoires précis. Je ne dis pas là qu'il ne doit pas y avoir de telles luttes de résistance, qui sont la démonstration qu'il y aura toujours des groupes qui se constitueront contre ces États qui s'enfoncent toujours plus dans leurs contradictions destructrices. Ce que je dis, c'est que dans ces luttes négatives – qui s'opposent à – il est impossible de percevoir un projet positif viable et intelligible. C'eut été la valeur des organisations révolutionnaires que de faire apparaître de telles possibilités émancipatrices, de pouvoir faire voir un ailleurs qui n'existe pas encore. Il semble pourtant qu'aujourd'hui, il n'existe pas (ou marginalement) de telles possibilités dans les discours.*

Il y a, d'un côté, ces vieux discours anarchistes ou communistes qui répètent les mêmes analyses séculaires comme des automates; comme si ces analyses étaient des vérités pétrifiées (le parti, la grève, les antagonismes de classes, etc). *Contradicto in adjecto!* C'est bien ce qui caractérise la portée proprement révolutionnaire des socialismes non utopiques, ceux de la Première Internationale, que d'avoir remarqué que les changements sociaux étaient fonction d'un monde en évolution. L'état du monde à un moment donné  $t$  amène à en pointer les contradictions pour les résoudre à  $t+1$ . Seulement, ces constats ne peuvent être pris pour argent comptant et se doivent d'être constamment réévalués sous peine d'être condamnés à devenir des vieilleries politiques. Nous devons tout de même comprendre que la mise en question des préceptes qui fondent la pensée socialiste (analyse de classe, abolition de l'État, dénonciation des structures d'autorité) soit reçue avec suspicion par les tenants de ces vieux discours, car nous devons prendre acte de l'habilité



avec laquelle ces idées ont été cooptées (pour être mises hors d'état de nuire) par la pensée libérale. Pourtant, ces discours révolutionnaires, qui ne sont plus que des mythes folkloriques, sont inaudibles à quiconque prend acte du monde (et donc de sa nature d'être en constant renouvellement) et qui n'en voit donc plus que le contenu dogmatique. Il s'agit alors de savoir comment réactualiser nos analyses pour qu'elles soient audibles par-delà les verrous mis en place par une hégémonie totalisante qui ne dit pas son nom. Voilà une première énigme stratégique de notre temps. Je dois préciser que je prends tout de même en horreur les attitudes qui consistent à vouloir déguiser nos idées, ou, comme celles des publicitaires, à vouloir les abêtir et les transformer en plat à réchauffer, en prêt-à-porter. La pensée révolutionnaire est exigeante si elle ne veut pas être vaine. Elle doit dépasser les contraintes unidimensionnelles d'une conscience limitée dans les discours aux propositions analytiques de type  $A=A$ , c'est-à-dire à celles qui ne laissent rien percevoir dans l'avenir en réifiant le présent.

De l'autre côté des discours, il y a ces replis eschatologiques qui romantisent la lutte pour la lutte. J'essaye de pointer ici ce que nous pourrions appeler la «pensée zadiste», à défaut d'un meilleur nom. Il s'agit de celles qui construisent des communautés alternatives (de l'écovillage à l'obscur commune rurale, avec permaculture et gourou implicite inclus), celles qui vont de ZAD en ZAD, espérant ainsi extraire du territoire à l'obsession autophagique des États capitalistes. Seulement, ces territoires, lorsque par miracle ils réussissent à être effectivement défendus, finiront inévitablement par constituer le lieu du *lifestyle* bourgeois. En effet, à qui servent ces communautés? D'aucuns diront qu'il existe tel village zapatiste, telle collectivité de sans-terre brésiliens, mais je parle bien ici des résistances du monde occidental (et je me garderai de critiques à l'emporte-pièce des mouvements de résistance aux impérialismes coloniaux). Or, ces collectivités alternatives s'intègrent avec perfection dans l'écosystème capitaliste et ne sont que des appareils à démobiliser des camarades. Il s'agit de fausses alternatives qui abolissent toute possibilité révolutionnaire, tout espoir d'un monde qui tarderait à émerger. Je répète ici qu'il n'est pas en soi vain de mettre en place des zones de luttes contre l'État. C'est peut-être même nécessaire. Seulement, ces luttes ne se suffisent pas et ne sont pas à elles seules la lueur qui projeterait faiblement la silhouette d'un monde possible.

J'ai appelé plus tôt ces discours des replis eschatologiques. Je veux dire par là qu'ils sont teintés des angoisses existentielles de notre temps. En effet, si les contradictions pointées autrefois par Marx et d'autres visaient surtout le monde social humain, les prédictions climatiques et environnementales d'aujourd'hui nous montrent que ces mêmes contradictions (croissance infinie, régime de propriété privée, économie abstraite financiarisée, ... la liste est, elle aussi, infinie) pointent les limites *physiques* – et donc d'autant plus matérielles – de nos modes de production et d'organisation. En somme, pour l'eschatologue, contre la fin du monde, rien ne peut être fait. Devant ces constats, on dira qu'il faut se préparer à se replier en communauté rurale, qu'il s'agit d'extraire du territoire, de construire les alternatives en

parallèle à l'État – c'est ce que j'appelle la «pensée zadiste». Mais réfléchissons ensemble à où mènent ces fausses alternatives (j'assume ici, à des fins rhétoriques et faute de place, la pétition de principe). Imaginons que partout où les territoires sont attaqués, ils sont défendus. Imaginons que des microsociétés, semi-autonomes, si ce n'est autarciques, apparaissent. Qui extraira ces territoires? Faudra-t-il les acheter? Ce faisant, qui paye? Qui pourra accéder, entrer dans ces communautés? En quoi ne seront-elles pas simplement composées d'enfants de classes dites «moyennes»? Comment les membres de ces communautés feront-elles pour se soigner? Un esprit rigoureux constatera bien qu'il ne s'agit pas d'une option fiable. *Notre* monde ne peut être une agrégation de communautés isolées (même si, quand on lit la théorie correspondante, ces communautés seraient interreliées dans des procédures fédéralistes floues) sans devenir mercantilistes. Il ne suffit pas de croire à la bonne foi d'individus pour que ces individus n'aient plus besoin d'hôpitaux ou de centres de traitement d'eau. De plus, la recherche d'homogénéité dans cet idéal de communauté cache le risque non négligeable de reproduction de schèmes d'autorité et d'exclusion sociale. J'arrêterai ici la logorrhée sur l'impasse de ces options, elle participe à une discussion qui dépasse les enjeux du présent texte.

« De l'autre côté des discours, il y a ces replis eschatologiques qui romantisent la lutte pour la lutte. J'essaye de pointer ici ce que nous pourrions appeler la «pensée zadiste». »

Une autre version de ce discours zadiste, plus politique, se trouve à une étrange jonction. Il s'agit de la grande famille des naïvetés de celles qui pensent qu'il suffit de romantiser et de suivre les mouvements sociaux et de les transformer en mouvements insurrectionnels pour faire aboutir un programme révolutionnaire. Au-delà des idioties poétiques qui les traversent théoriquement, le même type de critiques s'applique à ces cadres révolutionnaires. Elles sont, par définition, fermées sur elles-mêmes et ne permettent pas – de l'intérieur comme de l'extérieur – d'entrevoir le possible du monde qui n'émerge pas. Elles sont aussi des replis eschatologiques, des aveux d'échec. Ma principale critique est que, si elles s'opposent dans la forme aux mouvements réformistes honnis, elles ne s'y opposent pas sur le fond. En fait, ce cadre stratégique s'inscrit pleinement dans le paradigme de la désobéissance civile, drapé de l'esthétique des gauchistes – car il ne faudrait surtout pas avoir l'air de sociaux-démocrates. On me demandera alors de donner les critères qui distinguent l'action révolutionnaire de la désobéissance civile.

La désobéissance civile est un acte de rupture volontaire avec la loi qui cherche à pointer les insuffisances d'un système démocratique constitutionnel. Quand des écologistes s'attachent à une grue, c'est une action de désobéissance civile. Mais l'occupation d'une forêt l'est aussi. En somme, ce type d'action cherche à corriger ledit système, il demande quelque chose de la part de ses dirigeants et participe donc indirectement à son amélioration. Car en négociant avec les divers intérêts de la société civile, l'État comme superstructure se renforce, ou bien par la mise en déroute de tels mouvements, ou bien en intégrant partiellement les revendications dans son logiciel. Je ne défendrai cependant pas ici une position accélérationniste et je dois donc préciser qu'il me semble tout de même nécessaire de poursuivre ce type de combat. Seulement, c'est quand les limites inhérentes aux discours et aux actions qui accompagnent ces mouvements ne sont pas perçues qu'ils en viennent à *acter l'indépassabilité de l'État*. La désobéissance civile s'inscrit en fait dans une axiomatique qui fait de l'État un fondement nécessaire à la société. C'est-à-dire que tout mouvement ne s'adresse pas directement au peuple mais est médié par l'appareil étatique, par une demande à son encontre. L'action révolutionnaire, quant à elle, cherche activement et délibérément à fragiliser ou abolir l'État capitaliste. Au minimum, elle tend à s'attaquer aux principes premiers de ces États, c'est-à-dire ceux qui justifient leur existence.

« *La grande famille des naïvetés de celles qui pensent qu'il suffit de romantiser et de suivre les mouvements sociaux et de les transformer en mouvements insurrectionnels pour faire aboutir un programme révolutionnaire.* »

Il va sans dire que certaines actions soutenues par ce logiciel que je cherche à cibler (appelismes, insurrectionnalismes ou autres mouvementismes) se trouvent des deux côtés de ma frontière conceptuelle entre désobéissance civile et action révolutionnaire (en tant que cette frontière reste instrumentale et donc poreuse par endroit). Mais cette confusion dans les objectifs suivis révèle les insuffisances théoriques qui les habitent en termes de stratégie révolutionnaire. Une dernière critique doit encore être soulevée : dans les faits, l'action militante qui résulte de ces habitus politiques répond souvent à une forme de ritualisation. Il semblerait que les enfants malades du situationnisme oublient de Debord que la perpétuation du spectacle doit être un horizon dépassable et non une totalité anthropologique. Du point de vue du statu quo, de l'inertie de la démocratie libérale, l'action révolutionnaire

doit être inconcevable, irrecevable et inacceptable. C'est une nécessité logique, car la révolution est par définition tournée vers un devenir qui ne s'est pas encore actualisé. L'action comme rituel tue son caractère transgressif en l'inscrivant dans la banalité.

Si la révolution n'advient pas, c'est bien parce que les conditions ne sont pas réunies, que le socle minimum de telles conditions ne peut laisser présager d'un possible révolutionnaire. On me rétorquera qu'on a vu dans les dix dernières années bon nombre de mouvements d'agitation sociale en Occident qui faisaient percevoir des possibles révolutionnaires en puissance (*indignados*, *gilets jaunes*, *Occupy Wall Street*, ...). Je répondrai deux choses : premièrement, je parle bien ici d'une révolution proprement anticapitaliste, et non d'un renversement suranné de tel ou tel gouvernement, de telle ou telle modalité de la démocratie libérale. Je parle du dépassement du monde qui nous est montré comme indépassable – soit celui qui se trouve au-delà des contradictions. Deuxièmement, en plus des contingences de l'histoire, si ces mouvements n'ont pas abouti aux changements structurels profonds qu'ils semblaient viser, c'est bien en raison de leur insuffisante compréhension théorique des mouvements de transformation. Les mouvements ne pouvaient pas aboutir à de tels changements, non pas seulement parce qu'ils échouent à vaincre dans la rue mais bien parce que leurs extensions, ce vers quoi ils tendent, ce n'est pas, bien malgré eux, les transformations nécessaires de l'appareil de production ni la redéfinition complète de l'organisation démocratique. Pour un tel mouvement révolutionnaire, reste donc à en édifier les conditions de possibilités, ainsi que ce qui empêche sa réalisation.

## II. Deuxième constat

*La révolution est nécessaire.* Si elle n'advient pas, elle semble pourtant nécessaire et indispensable face aux urgences auxquelles nous sommes confrontés. Mais celle-ci doit bien être socialiste. Il semble en effet qu'une grande partie des luttes actuelles se trouvent bloquées dans une spirale de mouvements proto-révolutionnaires bourgeois. J'utilise ici le terme de proto-révolution bourgeoise, non pas comme un anathème injurieux, mais comme un terme technique qui tend à pointer la particularité des formes simili-révolutionnaires qui se fondent sur une réarticulation du régime de propriétés ou de reconnaissance – il s'agissait autrefois d'étendre les privilèges de la noblesse, quand aujourd'hui il s'agit de vouloir cibler l'hyper-richesse du 1% – et non son abolition. Mais il s'agit aussi de types de luttes qui conçoivent les enjeux particuliers (identitaires ou propres à des enjeux singuliers) en s'abstenant de les faire apparaître en tant qu'ils composent les formes contradictoires de la structure qui crée les formes de domination, et ce, que cette structure soit patriarcale, colonial-impérialiste ou capitaliste (schèmes de domination qui prennent des formes interchangeables dans leurs portées d'universel et de totalité). Quand, en effet, ces luttes singulières œuvrent pour l'obtention de tel droit, telle reconnaissance ou, plus souvent,





à la résistance à tel projet de loi, tel projet de société (nos pensées dérivent bien entendu vers l'hydre du programme transphobe qui nous traverse actuellement internationalement), elles ne font pourtant qu'acter qu'en dernière instance, ce sont les forces de la domination – l'État comme phénotype étendu – qui cèdent ou non aux requêtes de ces franges particulières du peuple, fonction en dernier lieu d'enjeux électoraux et d'image publique. Si le potentiel révolutionnaire de ce type de lutte n'apparaît pas, c'est bien parce qu'il ne tend *que* vers une amélioration des conditions mais fait abstraction du système de production de ces conditions, le naturalisant par le fait même. Cette tendance forme la contradiction qui sous-tend en fait la finalité réformiste de tout mouvement insuffisamment révolutionnaire. On disait déjà en 1862 à propos d'ouvriers qui réduisaient leurs luttes à des meilleures conditions de travail et de salaire qu'ils « ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs mais sans guérir le mal » (K. Marx, *Salaires, prix et profits*, p. 73). Face à la nécessité de changements substantiels, les formes réformistes de lutte (même masquées d'esthétique révolutionnaire) n'entraînent que des changements de degrés et non de nature. Or, les problèmes auxquels nous faisons actuellement face ne sont pas simplement l'objet de variables d'ajustement mais bien

de problèmes structureaux. À la révolution, il ne semble ainsi pas y avoir d'alternative viable capable d'entraîner ce type de changement. CQFD.

Le fait que l'immense croissance de la production du siècle dernier entraîne autant de pauvreté et d'exploitation n'est pas le résultat d'erreurs ponctuelles de parcours. L'affirmation peut sembler triviale, mais elle se doit d'être répétée: le monde capitaliste se fonde sur l'exploitation de celles qui produisent et nécessite l'inféodation des travailleuses, des femmes, des populations racisées et la mise au banc des folles, des handicapées, des enfants. Tout mouvement proprement révolutionnaire qui cherche à battre le capitalisme prend acte du caractère nécessaire de l'exploitation; que nous pourrions étendre, comme le fait l'analyse d'Iris M. Young, qui identifie l'exploitation, la marginalisation, l'impuissance, la domination culturelle et la violence comme cinq faces de l'oppression – caractérisation phénoménale juste mais qui rate d'identifier l'extension de l'oppression, c'est-à-dire ce *en vue de quoi* elle existe. Nous ne devons en effet jamais oublier qu'en substance, le capitalisme colonial, c'est aussi l'absurdité d'une armée qui se bat pour agrandir un terrain de golf pour la municipalité d'Oka, pour défendre les droits de communautés dominantes à lapider celles qui ne font que défendre leur territoire. C'est dans le caractère absurde de ces contradictions que doit toujours se révéler la

nécessité absolue de la révolution. Car il n'y a pas de négociation possible avec des puissances qui ne peuvent pas réaliser l'immense dissonance cognitive dont elles font preuve pour ne pas voir la cruelle ironie qui consiste à tirer sur des personnes pour un terrain de golf. Il ne peut y avoir de justice dans un système de droit fondé sur la protection de la propriété de ceux qui l'ont volée.

### III. Vers une stratégie révolutionnaire

Le moment révolutionnaire commence donc avec *l'irruption du réel dans l'espace public*. C'est quand se forme la réalisation que les mêmes travailleuses qui ont fait survivre la machine productive pendant plus de deux ans pendant la pandémie de Covid – alors que les donneurs d'ordre et les propriétaires étaient confinés – sont celles qui ont eu à subir la montée des prix qui a suivie, afin d'engraisser les actionnaires et les propriétaires fonciers. C'est à ces endroits que bifurquent les tendances à traiter les effets plutôt que les causes. Et celles qui œuvrent par la voie de la réforme ne peuvent effectivement que limiter la tendance naturelle vers la dégradation pour finalement assurer la reproduction de l'ordre social. C'est lorsque ce qui fait événement advient qu'il y a choix révolutionnaire. Seulement, lorsque commencent à poindre les volontés révolutionnaires d'individus ou de groupes informels parmi les masses qui se lèvent, aucune structure ne semble les appuyer. Au contraire, les organisations de gauche établies ont tendance à se constituer en chien de garde. Il s'agit alors donc de se constituer comme des forces soutenant l'action réelle à chaque fois que les contradictions se rouvrent dans l'espace public.

S'impose alors de trouver les moyens pour dépasser les contradictions entre une révolution qui n'advient pas mais qui est en soit nécessaire, contre un régime dont l'hégémonie semble dicter le faisceau des possibilités, le premier obstacle étant discursif. Nous nous devons d'opposer les discours contre-offensifs au travers d'autres modalités que celles des canaux préétablis ou des moyens insuffisants ou inefficaces dont nous disposons. En effet, il semble évident que les dispositifs au sein desquels nos discours pourraient

s'établir sont déjà grippés d'une préférence pour l'inertie, d'un biais non accidentel pour le statu quo. Pour pouvoir construire le contre-narratif, celui qui tente de découvrir le réel, et ne pas l'abandonner à la contingence de l'apparition soudaine de brillants coups d'éclat, il s'agit alors de pouvoir stratégiquement le créer. La lutte pour les droits civiques aux États-Unis a su nous couvrir d'exemples de tels dispositifs prémédités et arduement préparés. Il ne s'agit pas ici de défendre la tactique de la non-violence – laquelle doit être teintée de l'argument de Kwame Ture, pour qui une telle tactique repose sur le présupposé erroné que les forces dominantes combattues pouvaient être émues par la mise en scène de leur souffrance – mais bien d'une pensée tournée vers des gains stratégiques, afin d'ouvrir la porte au possible révolutionnaire. Car avoir raison seules, c'est avoir tort : nous nous devons donc de trouver les moyens d'articuler le discours pour révéler les brèches béantes dans celui qui est hégémonique.

Ainsi, stratégiquement, la seule question qui importe, c'est *comment gagner*? Pour créer les conditions discursives nécessaires, il s'agit alors d'être une force politique non triviale. Contre l'atomisation des forces et actions militantes, la seule manière de faire front semble alors de se constituer en organisations proprement révolutionnaires. Ces organisations doivent alors remplir trois fonctions nécessaires qui ne paraissent pas émerger spontanément dans les divers phénomènes de luttes que j'ai commentés précédemment. En premier lieu, elles doivent se saisir de la spontanéité des masses, en devenir le fer de lance, et chercher à en parfaire l'extension révolutionnaire. C'est donc un rôle d'amplification qui leur revient. En deuxième lieu, elles doivent construire, dans la mesure du faisable, *l'ici et maintenant*, dans des structures de solidarité. Ces projets positifs servent à arrimer la lutte essentiellement négative aux devenirs vers lesquels le processus révolutionnaire doit tendre. Enfin, elles doivent construire le discours et l'analyse révolutionnaire en constant renouvellement, afin que ceux-ci ne soient pas un ressassement de constats figés du passé. Cette forme de production de discours doit aller de pair avec la formation constante au sein de ces organisations révolutionnaires. Voici les pistes que je me propose de réexplorer à l'avenir.



## — PREMIÈRE LIGNE —

Première ligne s'organise autour d'un projet de revue pour diffuser des idées et des éléments de stratégie révolutionnaire. Loin d'être un projet strictement théorique, nos réflexions sont en constant dialogue avec nos actions et nos interventions dans les milieux anticapitalistes, antiautoritaires et antiétatiques et motivent nos solidarités avec les luttes populaires. Dans les mois à venir, nous organiserons différents types d'activités ainsi que des formations théoriques, sous diverses formes. Si, à la lecture de cette revue, nos perspectives se rejoignent, n'hésitez pas à nous contacter !

[contact@premiereligne.info](mailto:contact@premiereligne.info)

**DARE TO STRUGGLE**



**DARE TO WIN**



[premiereligne.info](http://premiereligne.info)



[contact@premiereligne.info](mailto:contact@premiereligne.info)